



# AFRICA<sup>50</sup>

ANNUAL REPORT

2016



# AFRICA<sup>50</sup>

**CONTRIBUTING TO AFRICA'S GROWTH  
THROUGH INVESTMENT IN  
INFRASTRUCTURE.**

**CONTRIBUER À LA CROISSANCE DE  
L'AFRIQUE GRÂCE AUX INVESTISSEMENTS  
DANS LES INFRASTRUCTURES.**



# TABLE OF CONTENTS

5	Message from the Chairman
6	Introduction
10	Global Overview
14	African Context
20	Financing the Gap
22	Africa50 Strategy
27	Project Development
30	Project Finance
32	Operating Structure
35	Looking Ahead: Message from the CEO
36	Leadership
38	Summary Financials
60	Audited Financials

ENG

# TABLE DES MATIÈRES

4	Message du Président
6	Introduction
10	Vue d'ensemble
14	Contexte africain
20	Financement du déficit d'infrastructures
22	Stratégie d'Africa50
26	Développement de projets
30	Financement de projets
32	Structure opérationnelle du fonds Africa50
34	Perspectives d'avenir: Message du DG
36	Leadership
38	Résumé des états financiers
60	États financiers audités

FR

# MESSAGE DU PRÉSIDENT



Dr. Adesina en visite à l'aéroport de Kotoka à Accra, dont l'expansion a été financée par la BAD

Il est désormais bien établi que les investissements dans les infrastructures sont essentiels pour débloquer la croissance économique dans les pays émergents. Et pourtant, alors que les besoins de financement des infrastructures en Afrique sont estimés à 130 milliards de dollars américains par an en moyenne jusqu'en 2025, seulement 60% ont été effectivement financés en 2015. L'écart est tout aussi important en ce qui concerne les dépenses pour le développement de projets, qui sont évaluées à environ 5% du total des besoins de financement, soit 6,5 milliards de dollars américains par an.

Quel que soit l'écart de financement exact entre la somme dépensée et la somme nécessaire aux projets d'infrastructures en Afrique, chacun convient qu'il est élevé. Les gouvernements à eux seuls ne peuvent pas y remédier, c'est pourquoi le secteur privé à un rôle crucial à jouer pour combler cet écart.

La réalité est que la mobilisation du secteur privé ne peut avoir lieu que si les investisseurs estiment pouvoir tirer un bon rendement du capital investi, principe à la base de tout investissement n'importe où dans le monde. C'est en partant de cette idée que la Banque africaine de développement a créé Africa50 en tant que véhicule d'investissement servant de complément à ses propres mécanismes de financement des infrastructures, ainsi qu'à ceux d'autres institutions de financement du développement et fonds d'investissement. Il faut souligner que le fonds Africa50 n'est pas uniquement conçu pour investir dans des projets entièrement développés, mais aussi pour accélérer la fourniture d'infrastructures en finançant le développement de projets dès les premières étapes de leur conception.

Africa50 se situe ainsi à mi-chemin entre les institutions de financement du développement et les fonds d'infrastructure privés, et peut servir de passerelle entre les actionnaires publics et les investisseurs du secteur privé afin de canaliser et de catalyser le financement. Grâce à son accès direct aux gouvernements des pays actionnaires ainsi qu'à la Banque africaine de développement, Africa50 a la capacité de mobiliser un appui politique pour réduire la perception des risques du secteur privé.

En outre, Africa50 est unique du fait qu'il s'agit d'une initiative de développement ayant un mandat de gestion commerciale; c'est un véhicule d'investissement visant à réaliser des rendements financiers différenciés en tenant compte de

l'impact sur le développement économique et le progrès social. Pour ce faire, Africa50 pourra mobiliser son large réseau de contacts dans les milieux industriel, financier, gouvernemental et des institutions financières de développement, et auprès des investisseurs potentiels.

Sans investissements suffisants dans les infrastructures, en particulier dans les secteurs de l'énergie électrique et des transports, l'Afrique ne connaîtra qu'un faible, voire aucun, développement économique véritable et durable. C'est dans cette optique que la Banque africaine de développement a lancé le Nouveau pacte pour l'énergie en Afrique (*New Deal on Energy for Africa*), une initiative ambitieuse basée sur le partenariat qui vise à assurer l'accès universel à l'énergie en Afrique dès 2025. Parmi d'autres objectifs ambitieux, le pacte prévoit d'ajouter 160 GW de capacité réseau et 75 millions de connexions hors réseau d'ici 2025. Pour encourager et atteindre cet objectif, la Banque travaille avec les gouvernements et le secteur privé, ainsi que de concert avec les initiatives bilatérales et multilatérales dans le domaine de l'énergie afin de constituer un Partenariat transformateur sur l'énergie en Afrique. Africa50 jouera un rôle essentiel dans la réalisation de ce programme ambitieux.

L'an dernier, Africa50 a fait de réels progrès en parvenant à s'imposer comme véhicule d'investissement crédible dans les infrastructures. Alain Ebobissé, le nouveau DG ayant pris ses fonctions en août 2016, a pleinement achevé l'implantation opérationnelle d'Africa50 à Casablanca, au Maroc, et constitue actuellement une équipe dirigeante de classe mondiale. En outre, Africa50 a élaboré et mis en œuvre une politique d'investissement qui reflète sa double mission – de développement et commerciale, et a mis sur pied un comité d'investissement hautement respecté, composé de professionnels chevronnés dans le domaine des infrastructures et possédant une grande expérience en matière d'investissements dans le monde entier. Ce comité est désormais pleinement opérationnel. Africa50 a établi une liste de projets viables dans ses deux domaines d'intervention, le développement et le financement de projets, et a réalisé son premier investissement en décembre 2016, un projet indépendant de production d'énergie solaire photovoltaïque de 100 MW, conjointement réalisé avec Scatec Solar et Norfund de Norvège, dans l'État de Jigawa, au Nigeria. Avec ces éléments constitutifs en place, Africa50 est désormais en voie d'intensifier ses activités de développement, d'investissements et de levées de fonds auprès d'investisseurs institutionnels.

Je suis heureux de constater qu'Africa50 bénéficie d'une image positive sur la scène mondiale, notamment en tant que co-organisateur du sommet des développeurs de projets infrastructure (*Infrastructure CEO Project Developers Summit*) particulièrement réussi à Durban, ainsi qu'en participant activement à des événements majeurs de haut niveau, comme le Sommet États-Unis-Afrique sur les affaires (*US-Africa Business Summit*), le Forum mondial des infrastructures (*Global Infrastructure Forum*) et le Forum pour le partenariat avec l'Afrique (*Africa Partnership Forum*) du G20.

Africa50 fait preuve de l'enthousiasme et du dynamisme suscités par une nouvelle initiative de lutte pour la transformation économique de l'Afrique. Il mérite de réussir et, à cet effet, il bénéficie du soutien de la Banque africaine de développement et des pays actionnaires.

Dr. Akinwumi A. Adesina

# MESSAGE FROM THE CHAIRMAN



Dr. Akinwumi Adesina, Chairman of the Board

It is now well established that infrastructure investment is key to unlocking economic growth in emerging countries. And yet, while annual infrastructure financing needs in Africa are estimated at US\$130 billion on average to 2025, only sixty percent was actually funded in 2015. The gap is equally important for project development spending, with needs estimated at about five percent of overall financing needs, some US\$6.5 billion a year.

Whatever the precise funding gap between what is spent and what needs to be spent on African infrastructure, all agree that it is substantial. Governments alone cannot address it, and therefore the private sector needs to play a critical role in bridging the gap.

The private sector can realistically be mobilized only if investors perceive they can make a good return on their investment, the guiding principle of investment everywhere. It is with this simple insight that the African Development Bank created Africa50 as an investment vehicle to complement its own infrastructure investment funding, as well as that of other Development Finance Institutions and investment funds. Critically, Africa50 was designed not only to invest in fully developed projects, but also to accelerate the provision of infrastructure by supporting project development from the earliest stages.

As such, Africa50 is positioned midway between Development Finance Institutions and private infrastructure funds, with the ability to act as a bridge between government shareholders and private investors to channel and catalyse funding. Thanks to its direct access to shareholder country governments, as well as the African Development Bank, Africa50 has the capacity to mobilise political support so as to improve private sector risk perceptions.

Africa50 is unique in that it is a development initiative with a commercial mandate aimed at delivering differentiated financial returns, as well as social and developmental impact. In addition, it is able to leverage an extensive network of contacts in industry, finance, and government, as well as among Development Finance Institutions and potential investors.

Without adequate infrastructure investment, especially in respect of power and transport, there will be little or no meaningful, sustainable economic development in Africa. With this in mind, the African Development Bank launched the *New Deal on Energy for Africa*, a partnership-driven effort with the aspirational goal of achieving universal access to energy in Africa by 2025. Amongst other ambitious targets, it aims to add 160 GW of on-grid capacity and 75 million off-grid connections by 2025. To drive and achieve this goal, the Bank is working with governments, the private sector, as well as bilateral and multilateral energy sector initiatives to develop a *Transformative Partnership on Energy for Africa*. Africa50 will be a critical player to help deliver this ambitious program.

Over the last year, Africa50 has made great progress in establishing itself as a credible infrastructure investment vehicle. The new CEO Alain Ebobissé, who started in August 2016, has now fully established the operations of Africa50 in Casablanca, Morocco and is building a world-class leadership team. In addition, Africa50 has developed and implemented an investment policy that reflects its dual development and commercial mandate, as well as appointed a highly respected investment committee, composed of seasoned infrastructure executives with extensive investment experience globally, that is now fully operational. It has built a pipeline of good projects in both its Project Development and Project Finance focus areas, and committed its first investment in December 2016, jointly developed with Scatec Solar and Norfund of Norway, in a 100 MW solar PV *Independent Power Project* in Jigawa State, Nigeria. With these building blocks in place, Africa50 is now poised to ramp up its development, investments, and institutional fundraising activities.

I am also pleased to see the increasing positive profile of Africa50 on the global stage, including co-hosting the successful *Infrastructure CEO Project Developers Summit in Durban*, as well as actively participating in major high-level events, such as the *US-Africa Business Summit*, the *Global Infrastructure Forum*, and the *G20 Africa Partnership Forum*.

Africa50 has the enthusiasm and vigour of a new initiative fighting for Africa's economic transformation. It deserves to succeed, and for this it has the support of the African Development Bank and its shareholder countries.

Dr. Akinwumi A. Adesina

# 1. INTRODUCTION

**1.1** As part of the 2012 Declaration on the *Programme for Infrastructure Development in Africa* (PIDA), African heads of state called for innovative solutions to accelerate the delivery of infrastructure on the African continent, with a strategic framework for the continent's transformation over the next 50 years adopted the following year, specifically *Agenda 2063*, which called for the provision of infrastructure to support accelerated integration and growth.

In response, and after broad consultations with its stakeholders, the African Development Bank (AfDB) announced the establishment of Africa50, an investment vehicle conceived to be part of the solution to the continent's infrastructure challenges.

**1.2** With initial funding from 23 African shareholder countries, the AfDB, the Central Bank of West African States (BCEAO), and the Bank Al-Maghrib (BAM), and a mandate that sought to deliver development impact and differentiated financial returns, Africa50 was launched with the goal of helping to address the most pressing impediments to infrastructure provision on the continent.

ENG

# 1. INTRODUCTION

**1.1** Dans le cadre de la Déclaration de 2012 sur le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique, les chefs d'État africains ont appelé à identifier des solutions innovantes afin d'accélérer la mise en place d'infrastructures sur le continent africain; ils ont ainsi appelé à la définition d'un cadre stratégique pour la transformation du continent au cours des 50 prochaines années, lequel a été adopté l'année suivante, à savoir l'Agenda 2063, qui prévoit l'instauration d'infrastructures pour accélérer l'intégration et la croissance.

En réponse, et après toute une série de consultations avec ses parties prenantes, la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé la création d'Africa50, un véhicule d'investissement conçu comme une solution aux problèmes d'infrastructure auxquels fait face le continent.

**1.2** Grâce au financement initial de 23 pays actionnaires africains, de la BAD, de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), et de la Banque Al-Maghrib (BAM), avec pour mandat de fournir un impact sur le développement et des rendements financiers différenciés, Africa50 a été lancé comme une solution pour venir à bout des obstacles les plus sérieux au déploiement des infrastructures sur le continent.

FR

1.2

Africa50 is continuing to develop its investor base on the continent, targeting all 54 countries as potential shareholders.

Africa50 continue de développer sa base d'investisseurs sur le continent en ciblant tous les 54 pays africains comme actionnaires potentiels.



**1.3** This past year has been an eventful one for Africa50. Having secured US\$812 million in committed capital, the organisation began building its investment pipeline, recruiting staff, attracting new shareholders, and updating its governance structure in anticipation of launching a fundraising initiative targeted at institutional and private investors.

**1.4** Specifically, Africa50 established its operational headquarters in Morocco, hired several key members of the senior management team, as well as experienced support staff, and appointed leading strategic, financial and legal advisors. Additionally, following the approval in 2016 of an Interim Investment Policy by its Board of Directors, Africa50 appointed internationally recognised executives to its Investment Committee, further underpinning its strong commitment to a rigorous project selection process.

**1.5** Currently organised as two dedicated investment vehicles, Africa50's collective reach includes activities traditionally undertaken by both Development Finance Institutions (DFIs) as well as the private sector, affording it the capacity to participate throughout the lifecycle of a project as follows:

- Africa50-Project Development seeks to contribute to growing a pipeline of bankable projects by providing early-stage risk capital, as well as expertise and support engaging investors and stakeholders, from project development to financial close.
- Africa50-Project Finance invests in private sector-driven infrastructure projects, including *Public-Private Partnerships* (PPPs) near or beyond financial close and often with a high developmental impact, with the intention of delivering differentiated returns across its portfolio.

**1.3** L'année écoulée a été riche en événements pour Africa50. Après avoir mobilisé 812 millions de dollars américains de capital engagé, l'organisation a commencé à construire son pipeline de projets, à recruter du personnel, à attirer de nouveaux actionnaires et à moderniser sa structure de gouvernance en prévision du lancement d'une initiative de collecte de fonds destinés aux investisseurs institutionnels et privés.

**1.4** Plus particulièrement, Africa50 a installé son siège opérationnel au Maroc, recruté plusieurs cadres dirigeants clés ainsi qu'un personnel de soutien expérimenté et a nommé des conseillers spécialisés dans les domaines stratégique, financier et juridique. En outre, à la suite de l'approbation en 2016 d'une politique d'investissement intérimaire par son conseil d'administration, Africa50 a nommé des cadres reconnus au niveau international à son Comité d'investissement, réaffirmant ainsi son ferme attachement à un processus rigoureux de sélection des projets.

**1.5** Actuellement organisée en deux véhicules d'investissement spécialisés, la stratégie globale d'investissement d'Africa50 comprend des activités traditionnellement entreprises à la fois par les institutions de financement du développement (IFD) et par le secteur privé, lui fournissant ainsi la capacité de participer tout au long du cycle de vie d'un projet comme suit:

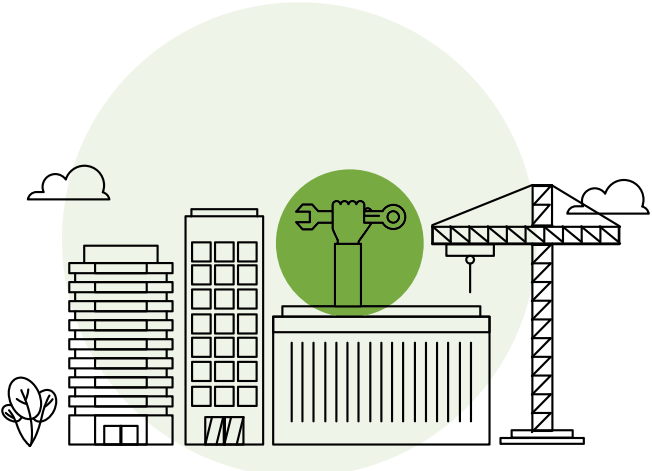
- Africa50 - Développement de Projets contribue à développer le pipeline de projets bancables en fournissant du capital-risque à un stade précoce ainsi que de l'expertise et du soutien grâce à ses relations avec les investisseurs et les actionnaires, depuis la conception initiale du projet jusqu'à la clôture financière.
- Africa50 - Financement de Projets investit dans des projets d'infrastructure mis en œuvre par le secteur privé, y compris des partenariats public-privé (PPP), proches ou au-delà de la clôture financière et souvent avec un impact majeur sur le développement, offrant des rendements différenciés sur l'ensemble de son portefeuille.

1.3

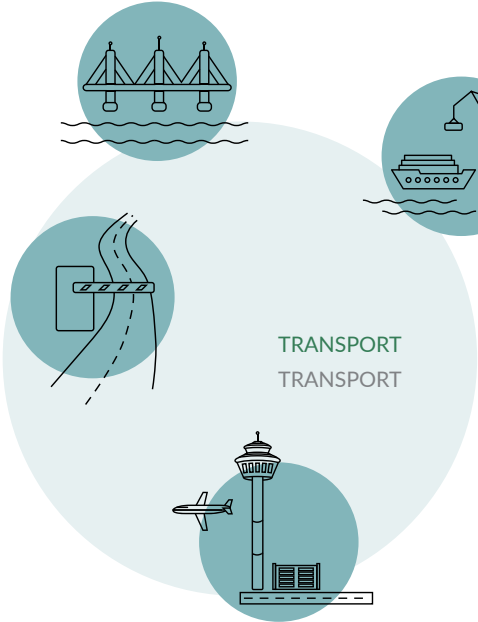


**US\$812 million**

Committed Capital  
Capital souscrit

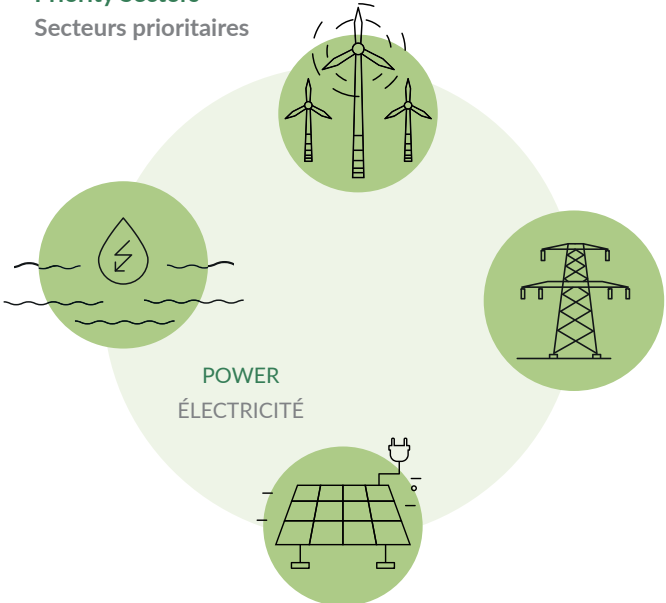


**2**  
Committed Projects  
Project engagés



TRANSPORT  
TRANSPORT

**2**  
Priority Sectors  
Secteurs prioritaires



POWER  
ÉLECTRICITÉ

## 2. GLOBAL OVERVIEW

**2.1** Private sector investment in global infrastructure continued to be strong over the past year, with developed markets attracting increased interest from pension funds, insurance companies and other institutions.

Though only 52 unlisted infrastructure funds reached financial close in 2016, the lowest number since 2010, a record aggregate value of US\$59 billion was raised. Similarly, while the total number of infrastructure deals completed in 2016 remained in line with recent years, 1,774 across all sectors, the total aggregate capital invested nearly doubled from US\$349 billion in 2015 to US\$645 billion by YE2016, with renewable energy projects the best supported overall, accounting for 740 of the 1,774 deals to close in 2016.<sup>1</sup>

**2.2** Looking ahead, interest in infrastructure is expected to grow. According to alternative assets data firm Prequin, 36% of institutions polled reported allocating funds to private infrastructure investments in 2016, with 38% indicating intent to invest in 2017, and an encouraging 53% indicating interest to invest over the longer term.<sup>2</sup>

## 2. VUE D'ENSEMBLE

**2.1** Les investissements dans les infrastructures à l'échelle mondiale sont restés élevés au cours de l'année dernière, les marchés développés suscitant un intérêt accru de la part des fonds de pension, des sociétés d'assurance et autres institutions.

Bien que seulement 52 des fonds d'infrastructure non cotés aient clôturé leur levée de fonds en 2016, le nombre le plus faible depuis 2010, un montant record de 59 milliards de dollars américains a été levé à l'échelle mondiale. De la même manière, alors que le nombre total de transactions d'infrastructures clôturées en 2016 est resté au même niveau que les années précédentes (1 774 tous secteurs confondus), les capitaux investis sont passés de 349 milliards de dollars américains en 2015 à 645 milliards de dollars américains en 2016, les énergies renouvelables représentant le secteur le plus dynamique avec 740 transactions sur les 1774 transactions conclues en 2016.<sup>1</sup>

**2.2** À l'avenir, les investissements dans les infrastructures devraient susciter davantage d'intérêt. D'après Prequin, fournisseur de données sur les actifs alternatifs, 36% des institutions sondées ont déclaré qu'elles avaient alloué des fonds aux infrastructures privées en 2016, 38% d'entre elles faisant part de leur intention d'investir en 2017, et un pourcentage encourageant de 53% se disant intéressées à investir sur le long terme.<sup>2</sup>

<sup>1,2</sup> SOURCE: 2017 Prequin Global Infrastructure Report

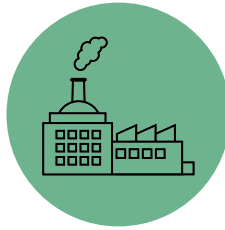
2.1

52



Unlisted infrastructure funds with an aggregate value of US\$59 billion to reach final close in 2016.

Les fonds d'infrastructures non cotés ayant atteint la clôture financière en 2016 ont levé 59 milliards de dollars américains.

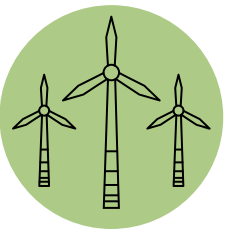


US\$13 billion

The largest deal completed in 2016 was a joint venture to finance the construction of the Tuban Refinery Plant.

La transaction la plus importante conclue en 2016 était une joint venture pour financer la construction de la raffinerie de Tuban.

740



Renewable energy deals completed in 2016, the highest number in any sector.

Le nombre d'accords en matière d'énergie renouvelable conclus en 2016 est le plus élevé parmi tous les secteurs.



US\$645 billion

Estimated aggregate value of 1,774 infrastructure deals completed globally in 2016.

La valeur totale estimée de 1 774 transactions complétées à l'échelle mondiale en 2016

2.2



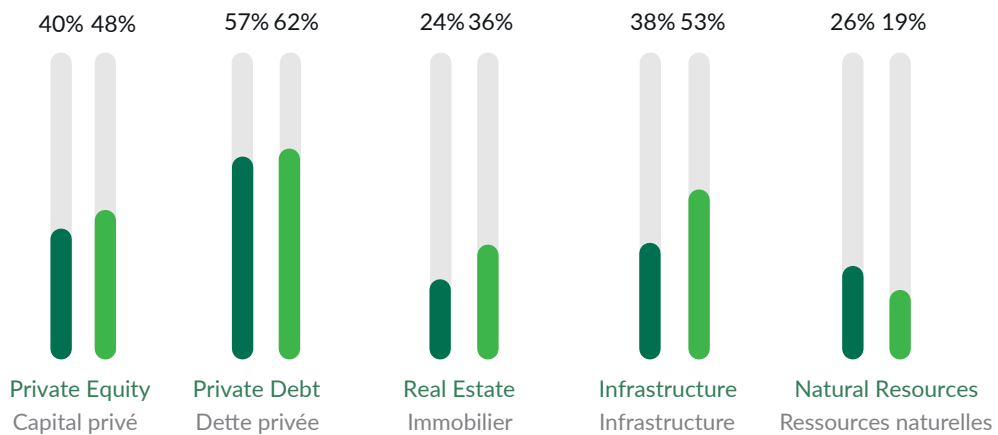
% of Institutions to Increase Allocations in the Coming Year (by sector)

Pourcentage des institutions qui augmenteront leurs allocations au cours de l'année à venir (par secteur)



% of Institutions to Increase Allocations in the Longer Term (by sector)

Pourcentage des institutions qui augmenteront leurs allocations à long terme (par secteur)



**2.3** Significant increase in valuations and subsequent declines in rate of return on core infrastructure assets in developed markets continued to prompt investors to look elsewhere, with increased global awareness of population growth and urbanisation needs in emerging markets drawing attention to a growing demand for essential services such as power, water and transportation.

**2.4** Total capital raised for *Rest of World* funds, inclusive of sub-Saharan Africa (SSA), Australasia, Latin America and Middle East North Africa (MENA), reached US\$1.8 billion by YE2016, a significant decline on the 15 funds that secured \$7.6 billion the previous year. However, the funds that did reach final close in 2016 were more successful in achieving their initial fundraising objectives, on average securing 95% of their target size compared with 87% in 2015.<sup>1</sup>

SSA-focused funds fared particularly well, attracting >50% of total capital raised for the *Rest of World* group despite accounting for only 3 out of the 10 funds included. A further 10 Africa-focused funds reported to be actively raising an additional US\$4.7 billion for investment in infrastructure on the continent.<sup>2</sup>

**2.3** Les fortes hausses des valorisations des infrastructures dans les marchés développés et les baisses des taux de rendement qui en découlent ont continué à inciter les investisseurs à rechercher des opportunités dans d'autres marchés; la prise de conscience accrue des problématiques de croissance démographique et d'urbanisation dans les marchés émergents attiré l'attention sur la demande croissante de services essentiels tels que l'électricité, l'eau et les transports.

**2.4** Le total des capitaux levés pour les fonds d'infrastructures dans le reste du monde, notamment l'Afrique subsaharienne, l'Australasie, l'Amérique latine et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), s'est élevé à 1,8 milliard de dollars américains en 2016, soit une baisse significative par rapport aux 7,6 milliards de dollars américains levés par 15 fonds l'année précédente. Cependant, les fonds qui ont fait leur première clôture en 2016 ont davantage atteint leurs objectifs de levée de fonds, atteignant en moyenne 95% de leur taille cible par rapport à 87% en 2015.<sup>1</sup>

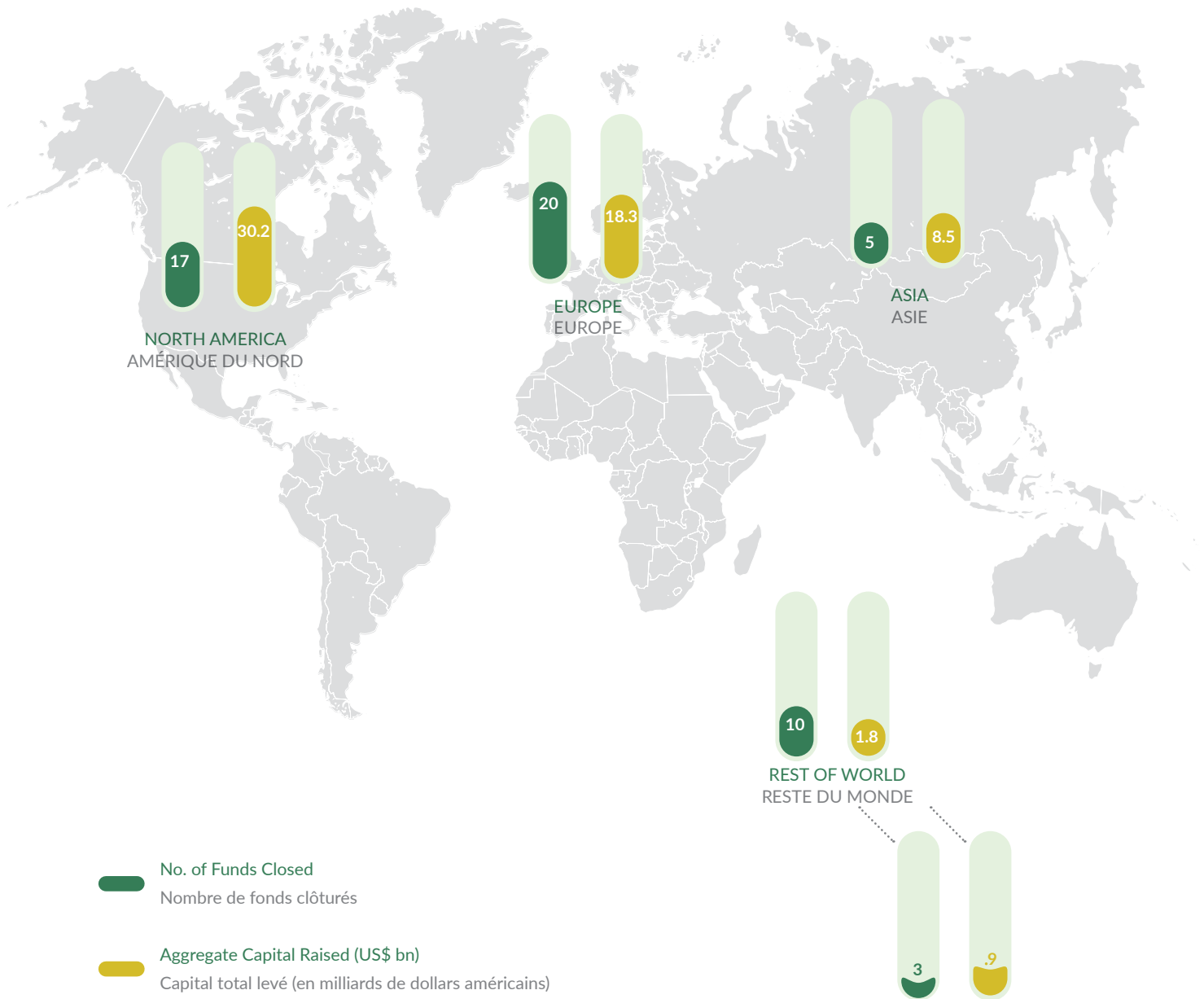
Les fonds consacrés à l'Afrique subsaharienne ont eu du succès auprès des investisseurs, attirant plus de 50% du total des capitaux levés dans la catégorie Reste du monde, bien qu'ils ne représentent que 3 des 10 fonds inclus. Dix autres fonds consacrés à l'Afrique ont déclaré s'être activement engagés dans des collectes de fonds en vue de recueillir 4,7 milliards de dollars américains supplémentaires pour des investissements en infrastructures dans le continent.<sup>2</sup>

1,2 SOURCE: 2017 Prequin Global Infrastructure Report

2.4

2016 Unlisted Infrastructure Fundraising by Geographic Focus

Levée de fonds d'infrastructures non cotés par cible géographique



**No. of Funds Closed**  
 Nombre de fonds clôturés

**Aggregate Capital Raised (US\$ bn)**  
 Capital total levé (en milliards de dollars américains)

No. of Rest of World Funds Focused on SSA  
 Nombre de fonds destinés aux pays de l'Afrique subsaharienne dans le reste du monde

## 3. AFRICAN CONTEXT

**3.1** Increased interest notwithstanding, Africa ranks as the least endowed region in the developing world in terms of infrastructure. Exacerbated by low GDP per capita income levels, Africa spends less on investment in infrastructure than what is generally acknowledged to be needed to sustain economic growth, 3-3.5% versus 4.5% of GDP, perpetuating a cruel cycle of the inability to provide adequate infrastructure as a consequence of there not being enough of it to generate the revenue needed to fund it in the first place.<sup>1</sup>

The catalytic role of infrastructure, long recognised as a fundamental driver of economic growth and development, has in fact never been more glaring. From the universally adapted United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development, which cites access to electricity, transport and telecommunications as in-

tegral to achieving its health, education, gender and poverty reduction targets, to the AfDB's High Five development priorities – *Light Up and Power Africa, Feed Africa, Integrate Africa, Industrialise Africa, and Improve Quality of Life for the People of Africa* – the provision of infrastructure has become a critical determinant of a country's ability to grow and thrive.

Encouragingly, there is consensus among African policymakers regarding infrastructure's ability to drive economic growth and transformation, as well as an urgent resolve to address its deficit as an obstacle not only to regional integration, including broader agendas such as the *Continental Free Trade Area (CFTA)* and *World Trade Organisation (WTO)* ascension, but Africa's overall ability to compete on an international stage.

## 3. CONTEXTE AFRICAIN

**3.1** Malgré le surcroît d'intérêt, l'Afrique demeure la région la moins bien pourvue en infrastructures parmi les pays en développement. Victime des faibles niveaux de revenu par habitant, l'Afrique investit seulement 3 à 3,5% de son PIB dans les infrastructures alors qu'un taux d'investissement de 4,5% est généralement considéré comme nécessaire pour soutenir la croissance économique; perpétuant ainsi un cercle vicieux d'incapacité à mettre en place les infrastructures nécessaires en raison de l'insuffisance des recettes qui permettraient de les financer en premier lieu.<sup>1</sup>

Le rôle de catalyseur joué par les infrastructures, reconnu depuis longtemps comme un facteur fondamental de la croissance et du développement économiques, n'a en réalité jamais été aussi évident. Du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies qui considère l'accès à l'électricité, aux transports et aux télécommunications comme fondamental pour atteindre les objectifs en matière de santé, d'éducation, d'égalité des sexes et d'élimination

de la pauvreté, aux cinq grandes priorités en matière de développement de la BAD (Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité, Nourrir l'Afrique, Intégrer l'Afrique, Industrialiser l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des Africains), la réalisation d'infrastructures est désormais reconnue comme un facteur déterminant du potentiel de croissance et d'amélioration du niveau de vie.

Il est encourageant de constater l'existence d'un consensus parmi les décideurs africains pour ce qui est de la capacité des infrastructures à stimuler la croissance et la transformation économiques, ainsi que du besoin urgent de remédier à ce déficit qui constitue un obstacle, non seulement à l'intégration régionale, notamment dans le cadre de programmes de portée générale comme l'accès à la zone de libre-échange continentale (CFTA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), mais aussi à la capacité de l'Afrique à affronter la concurrence sur la scène internationale.

<sup>1</sup> Spending 4.5% of GDP every year will allow Africa to build up its infrastructure stock levels to approximately 70% of GDP within a decade, a level that MGI has identified as typical for economies with good infrastructure levels.

SOURCE: Infrastructure Stock and Spend Database; IHS; International Transport Forum; MGI analysis

3.1



FEED AFRICA  
NOURRIR L'AFRIQUE

INTEGRATE AFRICA  
INTÉGRER L'AFRIQUE

INDUSTRIALISE AFRICA  
INDUSTRIALISER L'AFRIQUE

LIGHT UP AND POWER AFRICA  
ÉCLAIRER L'AFRIQUE  
ET L'ALIMENTER EN ÉNERGIE

IMPROVE QUALITY OF LIFE FOR THE  
PEOPLE OF AFRICA  
AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES  
POPULATIONS EN AFRIQUE



The High  
Le Top  for transforming Africa  
pour transformer  
l'Afrique

**3.2** According to the most recently published data on infrastructure financing in Africa, US\$83.4 billion was committed to the continent's infrastructure development in 2015, inclusive of US\$28.4 billion from national budget allocations, and US\$19.8 billion from *Infrastructure Consortium for Africa* (ICA) members, including the World Bank Group, the AfDB, the European Commission, the European Investment Bank and the Development Bank of South Africa. Funding from non-ICA bilateral and multilateral organisations totalled US\$27.7 billion, of which US\$20.9 billion was from China, and US\$4.4 billion from the Arab Coordination Group (ACG).<sup>1</sup>

Projects with private sector participation reaching financial close in 2016 as recorded in the *Private Participation in Infrastructure (PPI) Project Database*, a joint product of the World Bank's *Infrastructure Economics* and the *PPI Advisory Facility* (PPIAF), totalled US\$3.8 billion, significantly below both the US\$10.2 billion invested in 2015.<sup>2</sup>

**3.2** D'après les dernières données publiées sur le financement des infrastructures en Afrique, 83,4 milliards de dollars américains ont été consacrés au développement d'infrastructures sur le continent en 2015, dont 28,4 milliards de dollars américains provenant d'allocations budgétaires nationales et 19,8 milliards de dollars américains des membres du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA), notamment le Groupe de la Banque mondiale, la BAD, la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement et la Banque de développement de l'Afrique du Sud. Les fonds en provenance d'organisations bilatérales et multilatérales hors ICA se sont élevés à un total de 27,7 milliards de dollars américains dont 20,9 milliards en provenance de la Chine et 4,4 milliards en provenance du Groupe de coordination arabe (GCA).<sup>1</sup>

Les projets bénéficiant de la participation du secteur privé, tels que recensés dans la base de données sur la participation privée dans les projets d'infrastructure (PPI), un produit conjoint du service Économie des infrastructures de la Banque mondiale et du Mécanisme consultatif pour le renforcement des infrastructures par des partenariats public-privé (PPIAF), ont atteint 3,8 milliards de dollars américains en 2016, un montant sensiblement

**3.3** Overall, private participation in Africa's infrastructure has steadily increased in recent years, largely as a result of several initiatives that specifically sought to mobilise private capital. In particular, the AfDB's *Private Sector Department* committed US\$1.7 billion to develop private sector participation in the continent's infrastructure, including substantial funding for aspects of the Nacala Rail and Port Project, a diverse range of projects to improve air travel in Ghana, access to water in Rwanda, and general power supply and satellite communications across Africa.

Despite positive trends, however, impediments to private sector investment in African infrastructure still exist, including unfavourable environments, lack of progress in sector reforms, a perception of high risk, as well as limited liquidity in regional capital markets, all of which must be addressed as a matter of priority in order to ensure sustainable economic development.

inférieur aux 10,2 milliards de dollars américains investis en 2015.<sup>2</sup>

**3.3** Dans l'ensemble, la tendance à la participation privée dans les infrastructures africaines n'a cessé de progresser depuis 2002, notamment grâce à plusieurs initiatives visant expressément à mobiliser des capitaux privés. En particulier, le département du secteur privé de la BAD a engagé la somme de 1,7 milliard de dollars américains pour encourager la participation du secteur privé au développement des infrastructures sur le continent, dont des fonds considérables pour le projet de corridor logistique de Nacala, et de nombreux projets visant à améliorer le transport aérien au Ghana, l'accès à l'eau au Rwanda, ainsi que l'alimentation générale en électricité et les communications par satellite dans l'ensemble de l'Afrique.

Malgré une évolution positive, les obstacles à l'investissement du secteur privé dans les infrastructures en Afrique persistent toutefois, notamment les environnements défavorables, le manque de progrès dans les réformes sectorielles, une perception du risque élevée ainsi que des liquidités limitées sur les marchés régionaux des capitaux, ces problématiques devant être traitées en priorité afin de permettre un développement économique durable.

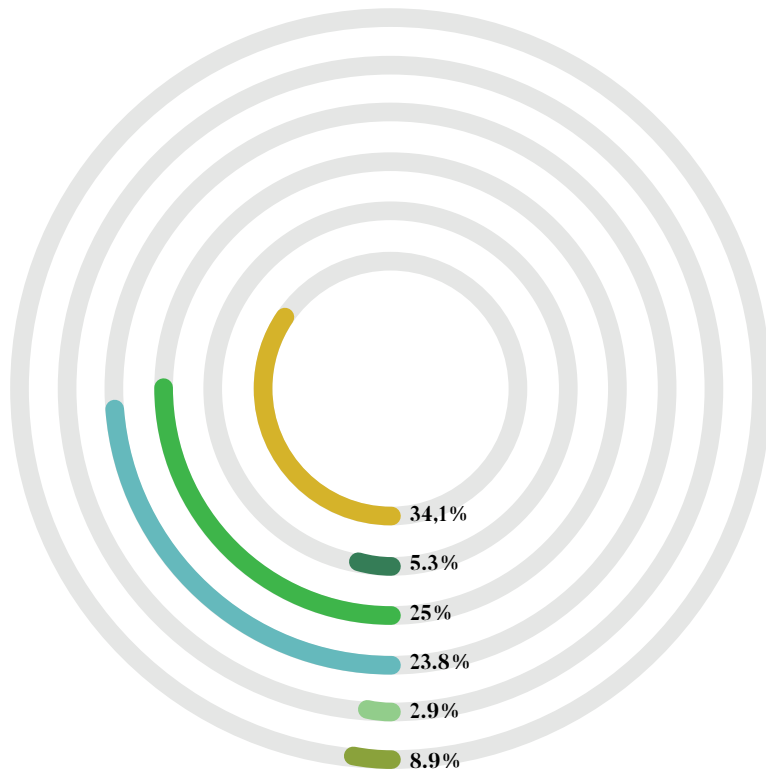
1 SOURCE: Infrastructure Financing Trends in Africa - 2015, ICA Annual Report







2 SOURCE: 2016 PPI Annual Update as of 14 August 2017

**3.2**

**Funding Commitments  
for African Infrastructure, 2015**

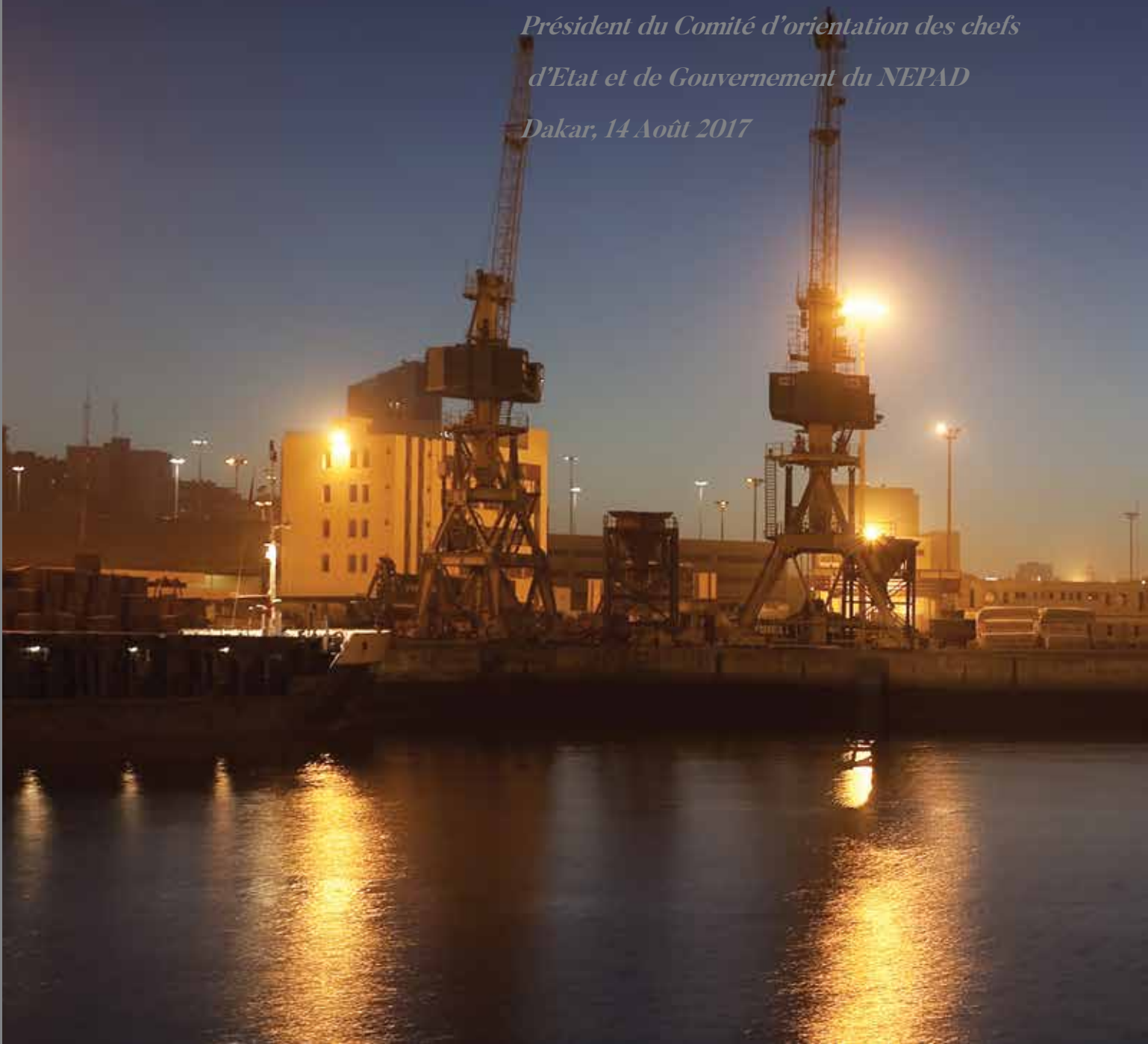
**Financement des Infrastructures  
en Afrique 2015**



-  African Governments  
Gouvernements africains
-  Arab Coordination Group  
Groupe de coordination arabe
-  China  
Chine \*
-  ICA Members  
Membres de l'ICA
-  Other Bilaterals & Multilaterals  
Autres organisations bilatérales et multilatérales
-  Private Sector  
Secteur privé

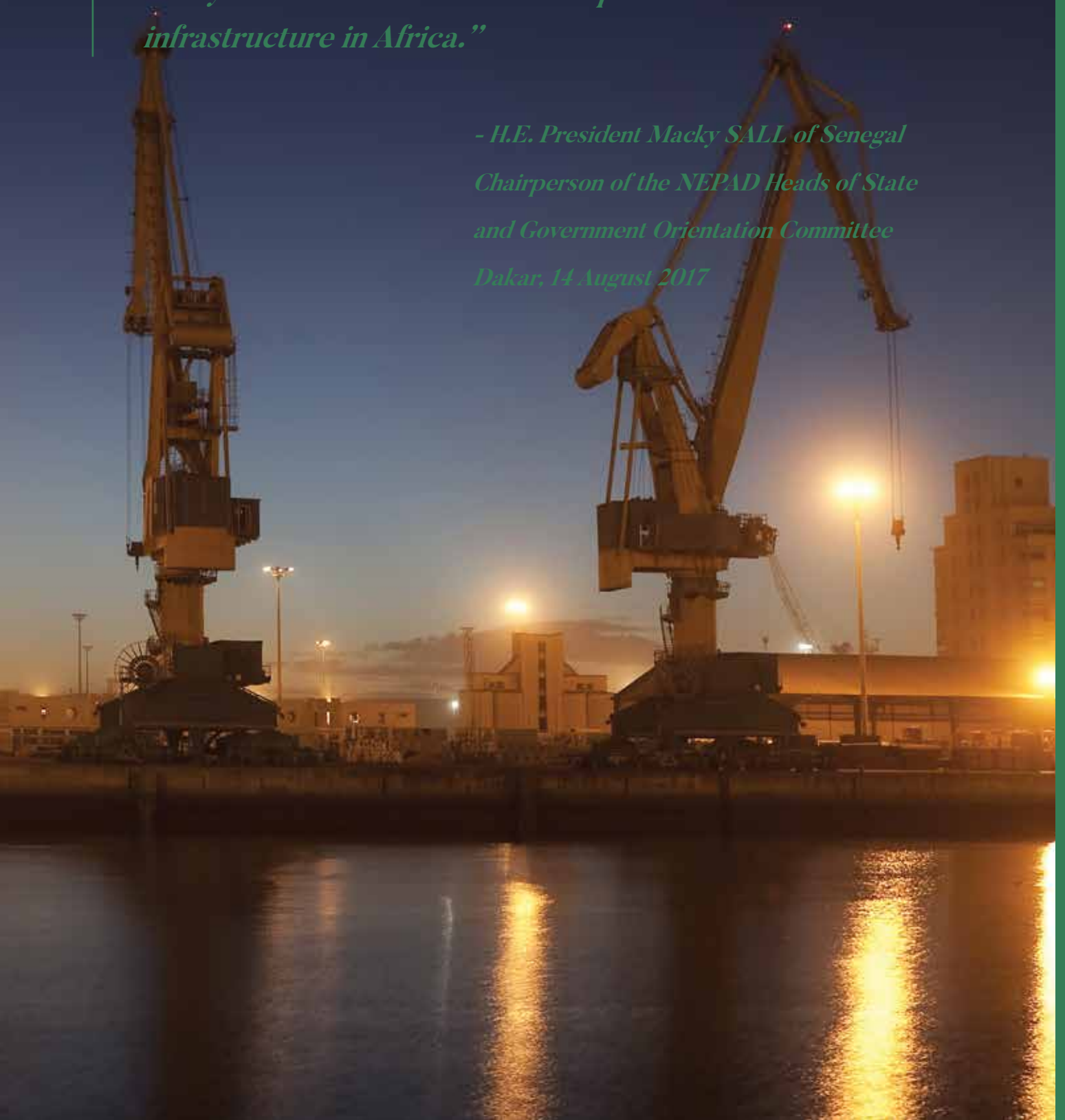
*“Le secteur privé a un rôle très important à jouer dans la résorption du déficit d’infrastructure en Afrique. Africa50, Institution Financière de Développement mise en place par les Africains agira comme interface entre ses États membres et les investisseurs privés pour aider à résoudre les contraintes au développement des infrastructures Africaines en Partenariat Public Privé (PPP) et contribuer à une augmentation sensible des investissements privés en infrastructure en Afrique.”*

*- S.E.M. Macky SALL, Président du Sénégal  
Président du Comité d’orientation des chefs  
d’Etat et de Gouvernement du NEPAD  
Dakar, 14 Août 2017*



*“The Private Sector has an important role to play in closing the infrastructure gap in Africa. Africa50, a Development Financial Institution created by Africans themselves, will act as a bridge between its member states and private investors to help resolve constraints to the development of Public Private Partnerships (PPP), and catalyse a substantial increase in private investment into infrastructure in Africa.”*

*- H.E. President Macky SALL of Senegal  
Chairperson of the NEPAD Heads of State  
and Government Orientation Committee  
Dakar, 14 August 2017*



## 4. FINANCING THE GAP

**4.1** Funding the continent's greenfield infrastructure gap requires a balance between development finance, which has the flexibility to fund and expertise to de-risk early stage phases, and long-term institutional investment.

In theory, blended finance models, which leverage development finance to address barriers to private sector investment, are among the more innovative mechanisms for attracting both public and private capital. In practice, they require an approach that focuses on the entire ecosystem in order to drive transformation and growth, including:

- Established relationships with governments
- Knowledge of local regulatory environments and how the public and private sectors interact with one another
- Sustainable business models that can be scaled and replicated
- Coordinated investment strategies that reduce inefficiencies and risk
- Measured results that promote transparency and accountability

**4.2** Though spending on African infrastructure is projected to grow in line with GDP over the next eight years, ~3-4% per annum, it will not be enough to fund the estimated US\$1.2 trillion needed to achieve infrastructure stock levels commensurate with sustainable growth.

Looking ahead to 2025, addressing a projected annual spending gap of US\$30-40 billion will require not only the development of a robust pipeline of bankable projects, but the mobilisation of both public and private sector capital.<sup>1</sup>

## 4. FINANCEMENT DU MANQUE D'INFRASTRUCTURES

**4.1** Le financement du déficit d'investissement dans les infrastructures sur le continent nécessite d'instaurer un équilibre d'une part entre les institutions de financement du développement, qui offrent la flexibilité nécessaire pour allouer les fonds et l'expertise pour gérer les risques lors des phases de développement initial, et les investisseurs institutionnels de long terme d'autre part.

En principe, les modèles de financement mixte, qui utilisent le financement du développement pour éliminer les obstacles à l'investissement du secteur privé, figurent parmi les mécanismes les plus innovants pour attirer les capitaux publics et privés. Dans la pratique, ils nécessitent une approche axée sur l'ensemble de l'écosystème afin de conduire la transformation et la croissance, notamment:

- des relations établies avec les gouvernements
- la connaissance des environnements réglementaires locaux et des interactions entre les secteurs publics et privés

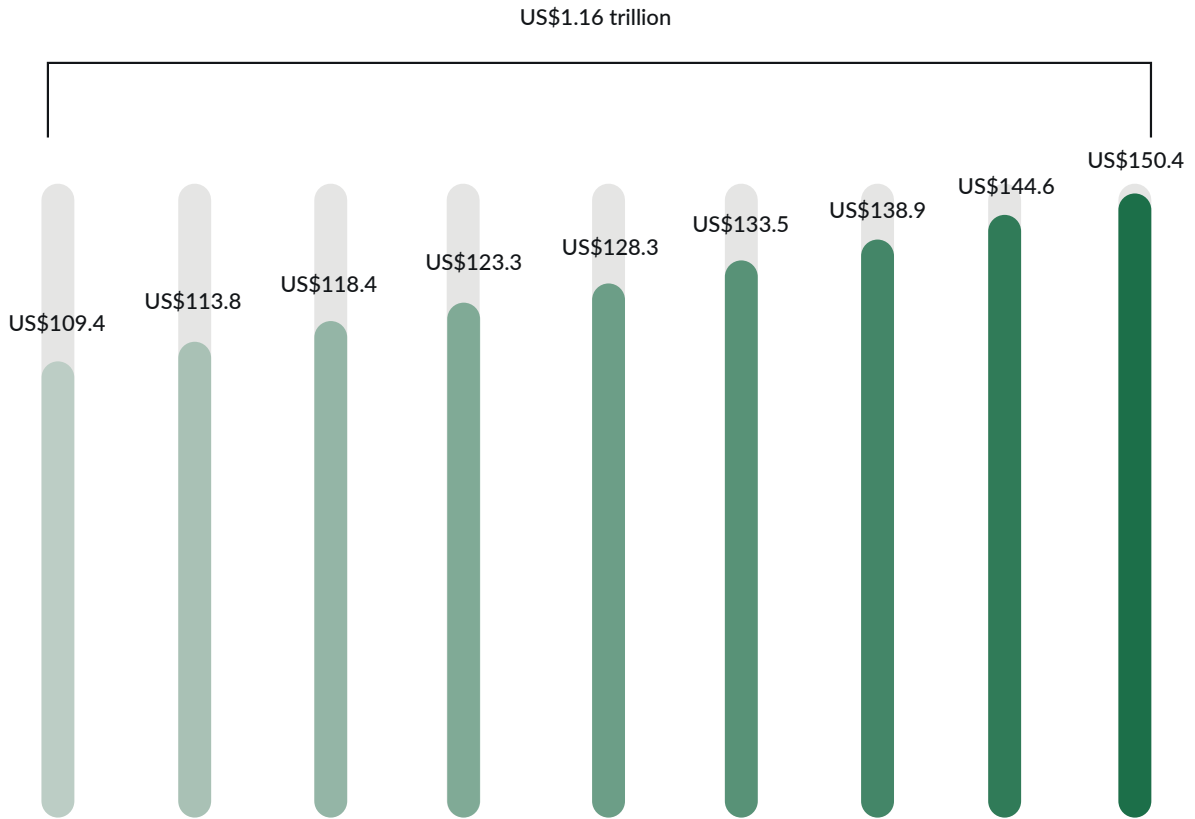
- des business models durables qui peuvent être étendus et reproduits
- des stratégies coordonnées d'investissement pour réduire les inefficacités et les risques
- des résultats mesurables qui favorisent la transparence et la responsabilisation

**4.2** Même si les investissements dans les infrastructures africaines devaient augmenter au même rythme que le PIB au cours des huit prochaines années, soit environ 3 à 4% par an, cela ne suffira pas à financer les 1 200 milliard de dollars américains nécessaires pour atteindre les niveaux d'infrastructure compatibles avec une croissance durable.

D'ici à 2025, le comblement du déficit d'investissement estimé à 30 à 40 milliards de dollars américains par an exigera non seulement la mise en place d'un pipeline solide de projets financables, mais aussi la mobilisation des capitaux du secteur public et privé.<sup>1</sup>

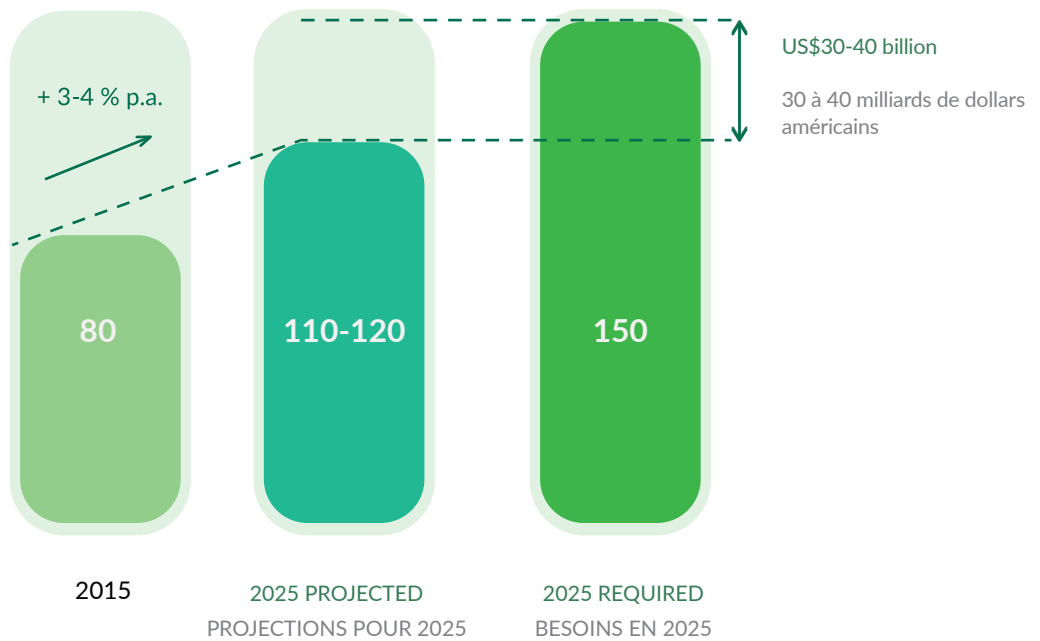
<sup>1</sup> SOURCE: Infrastructure Stock and Spend Database; IHS; International Transport Forum; MGI analysis

4.2



Potential Funding Gap for Infrastructure in Africa, US\$ billions

Déficit potentiel de financement pour les infrastructures en Afrique, en milliards de dollars américains



## 5. AFRICA50'S STRATEGY

**5.1** Not dissimilar to a blended finance structure, Africa50's infrastructure investment platform contributes to the continent's growth by deploying otherwise difficult to source early-stage capital, as well as catalysing later-stage investment.

Specifically, Africa50 helps develop a pipeline of bankable projects to mobilise public and private sector funding, and accelerate private investment into African infrastructure.

**5.2**

Africa50's core value proposition includes:

- Experienced investment team with a demonstrated track record of deal-making
- Close relationships with African government shareholders
- Priority deal-flow generated from project development activities, and through ongoing dialogue with its African government shareholders
- Jurisdiction-specific risk mitigation through high-level public sector engagement
- Access to competitive finance, including long-term debt from the AfDB and broader DFI community, as well as existing concessional funding
- International best-practice ESG standards

## 5. STRATÉGIE D'AFRICA50

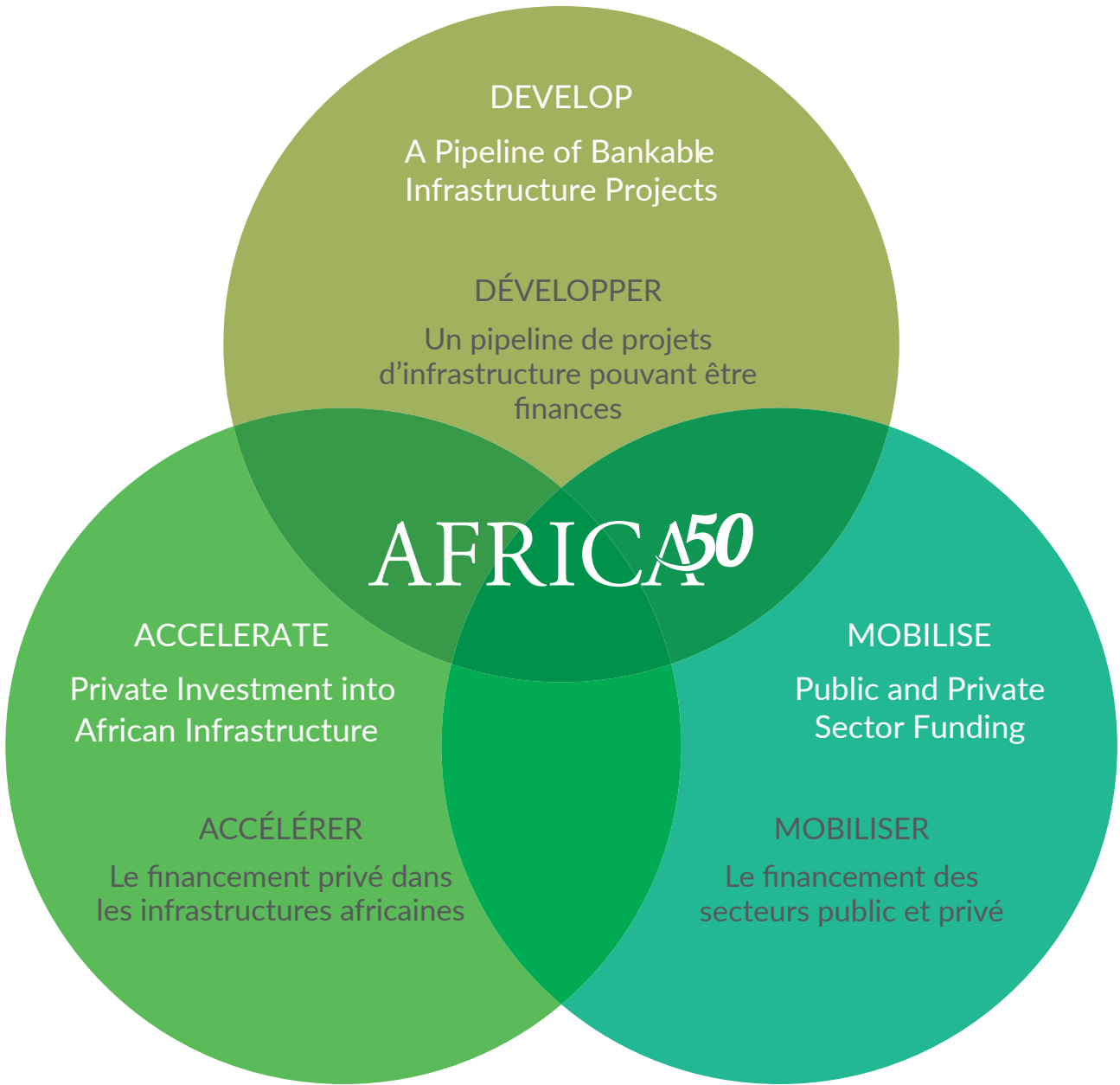
**5.1** Structure de financement mixte, Africa50 est une plateforme d'investissement dans les infrastructures qui contribue à la croissance du continent en déployant des capitaux qui, sinon, pourraient être difficiles à obtenir lors des phases initiales, et en catalysant l'investissement à un stade ultérieur.

Plus précisément, Africa50 vise à contribuer au développement de projets finançables afin de mobiliser le financement des secteurs public et privé, et d'accélérer l'investissement privé dans les infrastructures africaines.

**5.2**

Les valeurs fondamentales d'Africa50 comprennent:

- une équipe d'investissement expérimentée avec des compétences transactionnelles démontrées
- des relations étroites avec les États actionnaires africains
- des opportunités d'investissement générées en priorité par les activités de développement de projets et le dialogue permanent avec les actionnaires
- l'atténuation des risques spécifiques aux pays par le biais de l'engagement à haut niveau du secteur public
- un accès compétitif au financement, y compris aux prêts de long terme proposés par la BAD et par la communauté élargie des Institutions de financement du développement, ainsi qu'aux financements concessionnel
- des normes de gouvernance environnementale et sociale conformes aux bonnes pratiques internationales



**5.3** Africa50 believes it has the potential to mobilise private sector capital, by contributing to the *Public-Private Partnership* infrastructure agenda on the continent, as follows:

- Acts as a bridge between its African government shareholders and private investors, advocating for greater private sector participation, as well as helping to resolve project roadblocks
- Attracts private sector capital by increasing the number of bankable opportunities in Africa
- Sources funds from a global pool of investors, including institutions with a longer-term investment horizon
- Leverages returns to help fund transformative projects with high developmental impact

**5.4** Africa50 prioritises investment in the *Power and Transport* sectors, projected to collectively absorb 68% of Africa's overall infrastructure funding by 2025.<sup>1</sup>

**5.3** Africa50 a le potentiel de mobiliser des capitaux du secteur privé en contribuant à l'avancement du programme d'infrastructures à l'aide de partenariats public-privé sur le continent:

- en faisant le lien entre ses États actionnaires africains et les investisseurs privés, en favorisant une plus grande participation du secteur privé ainsi qu'en aidant à surmonter les obstacles rencontrés par les projets
- en attirant des capitaux du secteur privé grâce à l'augmentation du nombre de projets finançables en Afrique
- en levant des fonds auprès d'investisseurs internationaux, notamment des institutions avec une perspective d'investissement à long terme
- en optimisant les rendements pour aider à financer les projets de transformation ayant un fort impact sur le développement

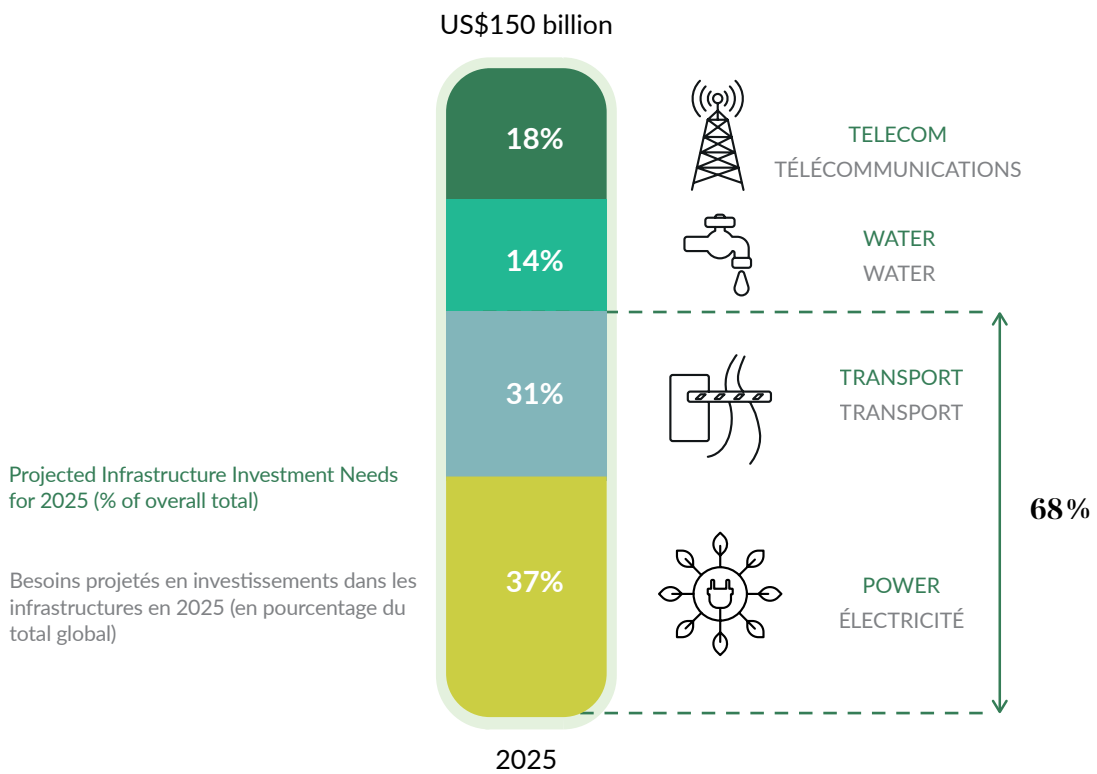
**5.4** Africa50 donne priorité aux investissements dans les secteurs de l'énergie et des transports qui, selon les projections, devraient collectivement absorber 68% du financement total des infrastructures en Afrique à l'horizon 2025.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> SOURCE: Infrastructure Stock and Spend Database; IHS; International Transport Forum; MGI analysis

**5.4**

By 2025, it will cost an estimated US\$150 billion per annum to build Africa's infrastructure to a level commensurate with sustainable development.

Pour réaliser les infrastructures nécessaires au développement durable en Afrique, il faudra mobiliser environ 150 milliards de dollars américains par an.



## 6. DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

**6.1** Africa50 – Développement de projets a pour vocation de réaliser une série de projets pouvant être financés, depuis le lancement jusqu'à la clôture financière.

**6.2** Vue d'ensemble des activités de Développement de projets:

### **Stratégie:**

- Donner la priorité aux besoins d'infrastructures de base dans les pays actionnaires
- Identifier les projets bénéficiant d'un soutien politique, qui sont réalisables et auront un fort impact
- Établir un partenariat avec les meilleurs développeurs, en tant qu'investisseur minoritaire actif, afin d'assurer l'exécution des projets
- Collaborer avec les autorités locales pour atténuer les risques de retard et d'augmentation des coûts
- Impliquer les parties prenantes tout au long du cycle de développement en vue de supprimer les obstacles potentiels à l'investissement
- Organiser le financement lors de la clôture financière, soit par l'intermédiaire d'Africa50 – Financement de projets, soit par la vente de la participation d'Africa50 à des investisseurs extérieurs

### **Structure:**

- Type: Modèle de capital-risque
- Allocation: Minimum de 10% du capital d'Afrique50
- Taille des tickets: 2 à 10 millions USD

# 6. PROJECT DEVELOPMENT

**6.1** Africa50-Project Development seeks to grow a pipeline of bankable projects, from origination to financial close.

|

**6.2** Project Development overview:

## Strategy:

- Prioritise core infrastructure needs in shareholder countries
- Identify politically supported projects that are feasible and impactful
- Partner as active minority co-sponsor with best-in-class developers to ensure project execution
- Collaborate with local authorities to mitigate risk of delays and increases in cost
- Engage stakeholders throughout development cycle to resolve potential barriers to investment
- Organise funding at financial close, either through Africa50-PF or the sale of Africa50's stake to outside investors

## Structure:

- Type: Venture Capital Model
- Allocation: Minimum of 10% of Africa50's Capital
- Ticket Size: US\$2-10 million

**6.3** Forty-eight projects are currently under consideration by Africa50-Project Development, the majority of which are in the *Power* and *Transport* sectors.

**6.4** At the time of publication of this report, Africa50-Project Development had signed *Joint Development Agreements (JDAs)* on two renewable energy projects:

#### NOVA SCOTIA PROJECT, NIGERIA

- 100 MW solar PV independent power project (IPP)
- Agreed tariff of USD 11.5c per kWh
- Co-developed by Africa50, Scatec Solar, and Norfund, with support from CDIL and BPS
- Located on 200 hectares of adjacent to the town of Dutse in Jigawa state, the project, which includes construction of a dedicated transmission line to the Dutse substation, will generate >200,000 MWh of clean electricity p.a.
- Expected closing Q1 2018

#### FIT SOLAR PROJECTS, EGYPT

- 300 MW portfolio of utility scale PV power plants, developed under Round 2 of the Egyptian feed-in Tariff (FIT) program
- Agreed tariff of USD 8.4c per kWh, backed by a sovereign guarantee
- Co-developed by Africa50, Scatec Solar, and Norfund
- Located in the government-designated Benban site, the portfolio consists of 6 projects of 50 MW each that will collectively generate ~900,000 MWh of clean electricity, reducing >500,000 tCO<sub>2</sub> per annum
- Expected closing Q4 2017

**6.3** Quarante-huit projets sont actuellement examinés par Africa50 – Développement de projets, dont la majorité concerne les secteurs de l'énergie et des transports.

**6.4** A la publication de ce rapport, Africa50 – Développement de projets avait signé des Accords de développement conjoint (JDA) portant sur deux projets d'énergies renouvelables:

#### PROJET NOVA SCOTIA, NIGÉRIA

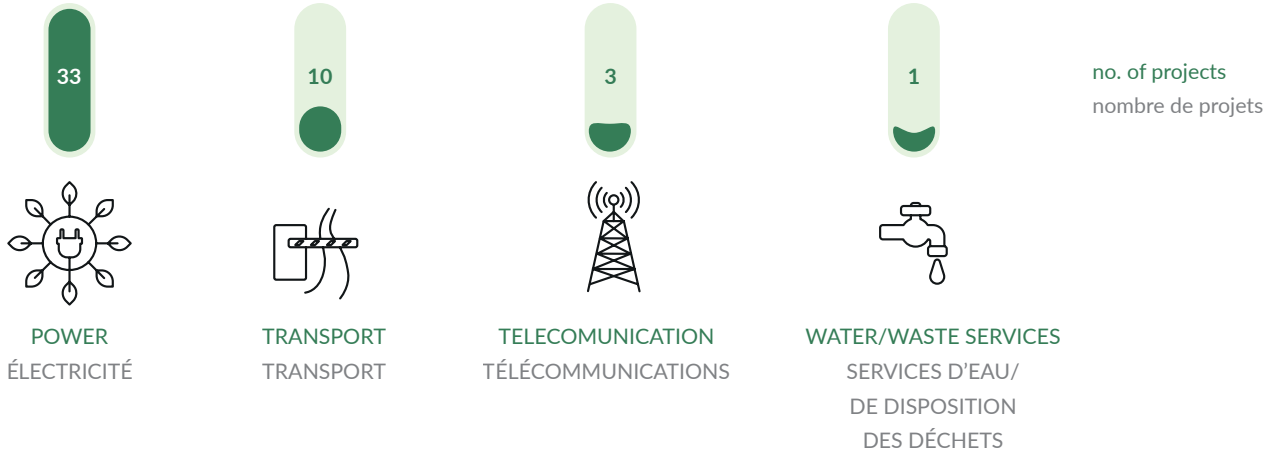
- Projet de production indépendante d'électricité, à base de solaire Photovoltaïque, de 100 MW
- Tarif d'achat de 11,5 centimes de dollars américains par kWh
- Co-développé par Africa50, Scatec Solar et Norfund, avec le soutien financier de CDIL et BPS
- Implanté sur 200 hectares adjacentes à la ville de Dutse dans l'État de Jigawa, ce projet, qui inclut la construction d'une ligne de transport d'électricité dédiée jusqu'à la sous-station de Dutse, produira plus de 200 000 MWh d'électricité propre par an.
- Date de clôture prévue: 1er trimestre 2018

#### PROJETS SOLAIRES FIT, ÉGYPTE

- Portefeuille de centrales solaires photovoltaïques (300 MW), développé au cours du 2e cycle du programme égyptien de tarif de rachat garanti (FiT)
- Tarif convenu de 8,4 centimes de dollars américains par kWh, couvert par une garantie souveraine
- Co-développé par Africa50, Scatec Solar et Norfund
- Implanté sur le site de Benban désigné par le gouvernement. Le portefeuille se compose de 6 projets de 50 MW chacun, qui produiront collectivement environ 900 000 MWh d'électricité propre, avec une réduction Des émissions de CO<sub>2</sub> de plus de 500 000 tonnes par an
- Date de clôture prévue: 4ème trimestre 2017

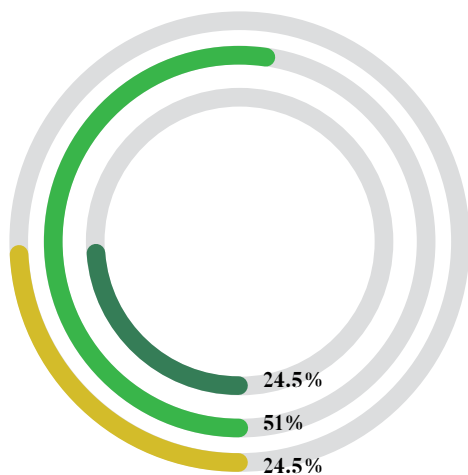
**6.3**

**Africa50-Project Development Pipeline Allocation (by sector)**  
 Pipeline d’Africa50 - Développement de projets (par secteur)

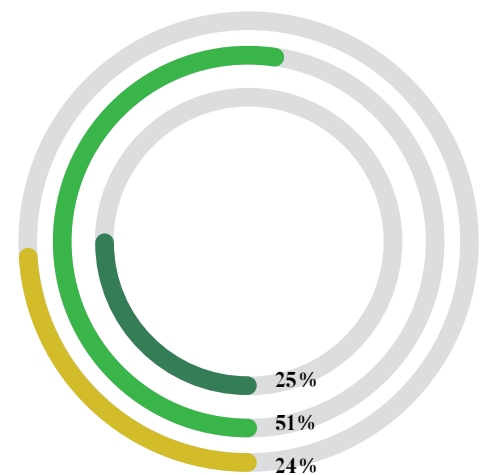


**6.4**

**Shareholding Allocation: Nova Scotia Project**  
 Actionnariat: projet Nova Scotia



**Shareholding Allocation: FiT Solar Projects**  
 Actionnariat: projets solaires FiT



## 7. PROJECT FINANCE

- 7.1** Africa50-Project Finance provides primarily equity and quasi-equity capital alongside strategic partners.
- Sources investments through Africa50-Project Development, as well as externally
  - Seeks to achieve differentiated returns, and high developmental impact
  - Flexible in terms of exit, depending on investment

- 7.2** Africa50-Project Finance invests in infrastructure through direct investment activities, as well as through infrastructure funds, leveraging its core value proposition to attract the best possible strategic partners from multiple investor profiles.

Geographic Investment Strategy:

- Africa50 shareholder countries are a priority, with an emphasis on projects that deliver high developmental impact
- Pan-Africa projects in non-shareholder countries are considered on a commercial basis

- 7.3** Twenty projects are currently under consideration for Africa50-Project Finance, the majority of which are in the Power sector.

- 7.4** At the time of publication of this report, Africa50-Project Finance had approved in principal, and subject to certain conditions, ~US\$20 million of equity investment in a multi-country infrastructure broadband initiative.

## 7. FINANCEMENT DE PROJETS

- 7.1** Africa50 - Financement de projets investit en fonds propres et quasi-fonds propres aux côtés de ses partenaires stratégiques.
- Africa50 identifie des opportunités d'investissement par le biais d'Africa50 - Développement de projets, ainsi que d'autres sources
  - Africa50 recherche des rendements différenciés et un impact important en termes de développement
  - Une politique souple en termes de sortie, en fonction de l'investissement

- 7.2** Africa50 - Financement de projets investit dans les infrastructures dans le cadre de son activité d'investissement direct ainsi qu'au travers de ses fonds d'infrastructure, optimisant sa proposition de valeur de base pour attirer les meilleurs partenaires stratégiques possibles issus de différents profils d'investisseurs.

Stratégie d'investissement géographique:

- les pays actionnaires d'Africa50 sont ciblés en priorité, en mettant l'accent sur les projets à forte incidence sur le développement

- les projets dans les pays non-actionnaires sont pris en compte sur une base commerciale

- 7.3** Vingt projets sont actuellement examinés par Africa50 - Financement de projets, dont la majorité concerne le secteur de l'énergie.

- 7.4** Au moment de la publication de ce rapport, Africa50 - Financement de projets avait approuvé, en principe et sous certaines conditions, une participation de vingt millions de dollars américains dans un initiative multinationale de large bande.

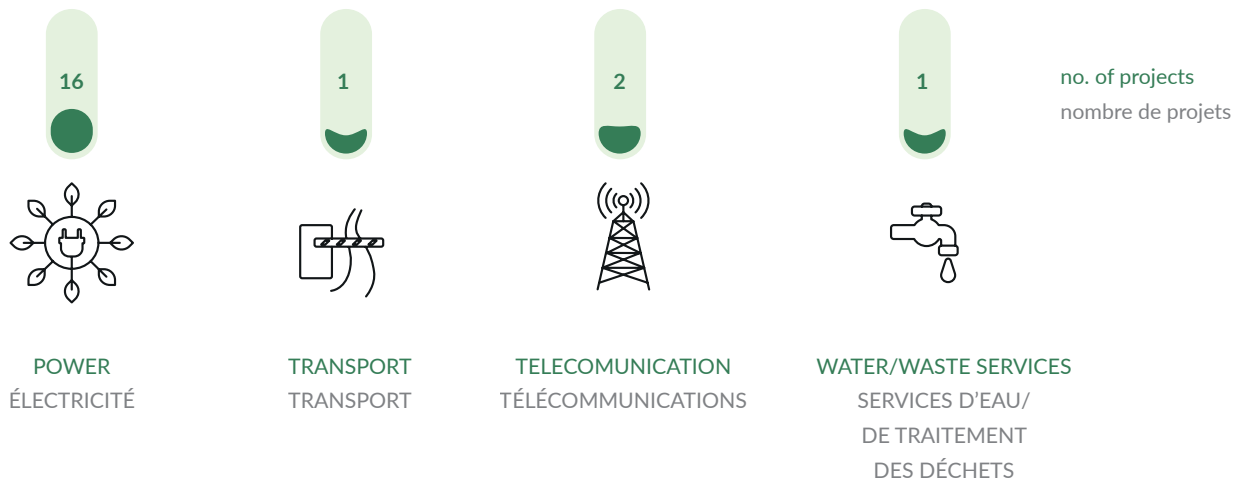
7.2

Multiple Investor Profiles  
Plusieurs profils d'investisseurs



7.3

Africa50 Project Finance Pipeline Allocation (by sector)  
Pipeline d'Africa50 - Financement de projets (par secteur)



## 8. OPERATING STRUCTURE

**8.1** Africa50 seeks to ensure the independence and quality of its investment decisions through appropriate governance, as well as robust legal structures, to meet investor expectations across both its direct investment activities and infrastructure funds.

Africa50-Project Development is owned by Africa50 shareholders, and managed by Africa50's *Group Management Team* housed within Africa50-Project Finance.

Africa50-Project Finance is the holding company for all the Group's entities, investing directly in projects, as well as managing Africa50-Project Development.

At the time of publication of this report, Africa50 had approved the creation of an infrastructure funds management company that will host its third-party private sector activities.

## 8. STRUCTURE OPÉRATIONNELLE DU FONDS AFRICA50

**8.1** Africa50 garantit l'indépendance et la qualité de ses décisions en matière d'investissement via une gouvernance appropriée et de solides structures juridiques, pour satisfaire les attentes des investisseurs, qu'il s'agisse de ses activités d'investissement direct ou de ses fonds d'infrastructure.

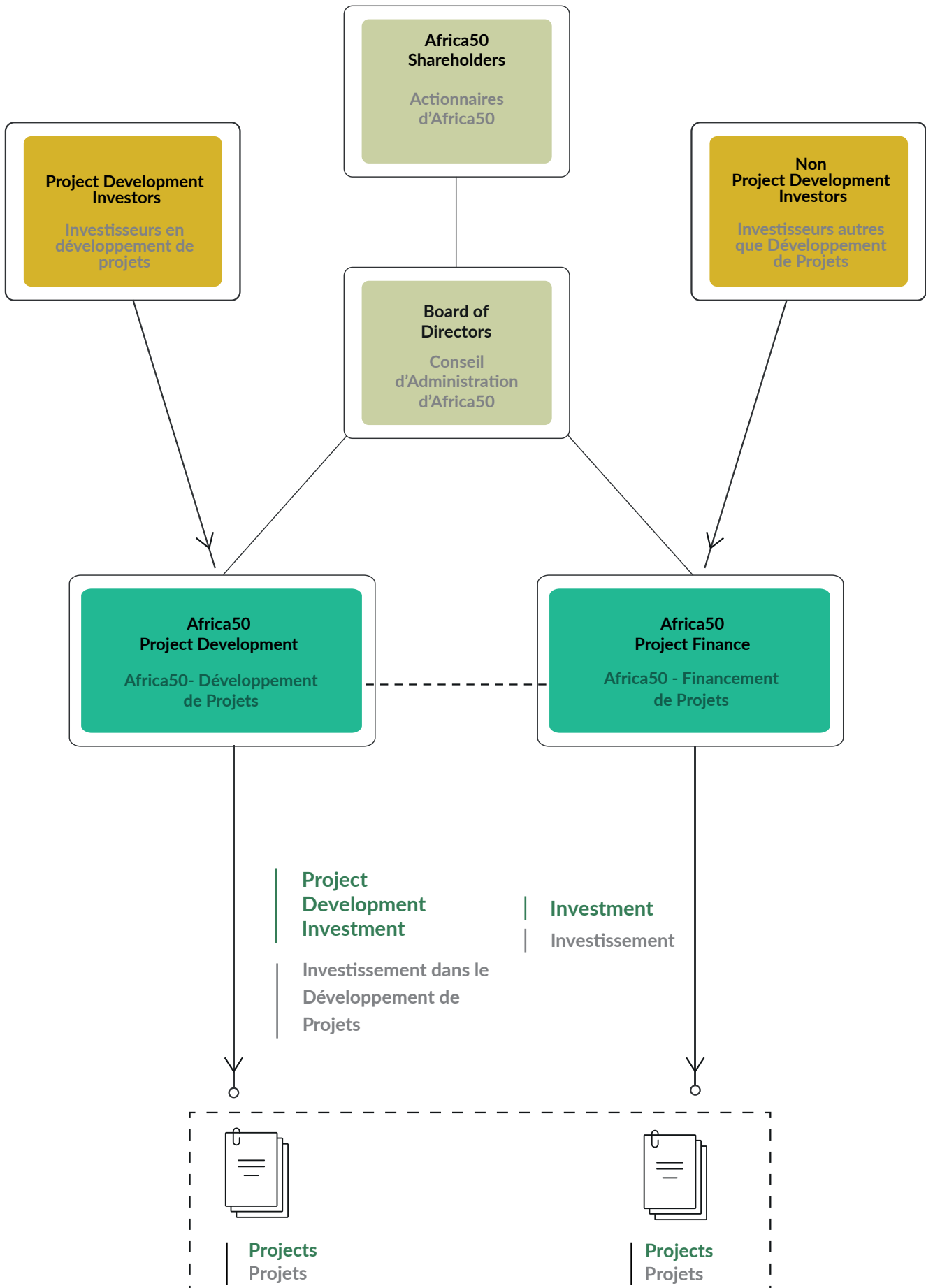
Africa50 - Développement de projets est détenu par les actionnaires d'Africa50 et est géré par l'équipe de gestion du groupe Africa50 hébergée au sein d'Africa50 - Financement de projets.

Africa50 - Financement de projets est la société holding regroupant toutes les entités du Groupe, investissant directement dans les projets et assurant la gestion d'Africa50 - Développement de projets.

Au moment de la publication de ce rapport, Africa50 a approuvé la création d'une société de gestion de fonds d'infrastructure qui aura la responsabilité des fonds dédiés aux investisseurs institutionnels privés.

8.1

AFRICA50 OPERATING STRUCTURE  
STRUCTURE OPÉRATIONNELLE D'AFRICA50



## 9. PERSPECTIVES D'AVENIR: MESSAGE DU DG



S.E.M. Macky SALL, président du Sénégal avec Alain Ebobissé, le DG d' Africa50

Au terme d'une année passionnante pendant laquelle nous avons atteint des objectifs clés, Africa50 est prêt à prendre les mesures nécessaires de mise en œuvre de sa stratégie actualisée telle qu'approuvée par le Conseil d'administration au moment de la publication de ce rapport. Plus précisément, nous travaillons à la finalisation du recrutement de notre équipe de haute direction et d'autres collègues, à l'avancement de nos activités de développement et de financement de projets, au lancement d'une initiative de financement stratégique ciblant les investisseurs institutionnels ainsi qu'à la poursuite du renforcement de notre relation avec les actionnaires nationaux existants et à la recherche d'engagements émanant de nouveaux actionnaires.

La création d'une organisation de classe mondiale nécessite la formation d'une équipe expérimentée et respectée, possédant une expertise pertinente sur les activités d' Africa50, la passion pour le développement et un vif intérêt à rendre attrayant pour le secteur privé l'écosystème des investissements dans les infrastructures sur le continent. Cela a été et restera une priorité majeure pour Africa50 dans les mois à venir.

Avec une équipe principale en place, nous avons intensifié nos activités d'investissement et de développement de projets avec l'objectif de favoriser la participation du secteur privé dans les infrastructures en Afrique, et nous sommes confiants que nous serons le partenaire de choix pour les organismes qui cherchent à investir dans les infrastructures du continent et à les développer. En même temps, Africa50 agira comme partenaire minoritaire stratégique en travaillant parallèlement avec les gouvernements

africains, la Banque africaine de développement et des sponsors privés afin d'accélérer le processus de développement des infrastructures grâce au déploiement de capital risque dans le développement de projets ainsi qu'en aidant à assurer le financement et l'atténuation des risques tout au long du cycle de vie d'un projet. De plus, et peut-être en premier lieu, notre double réserve de capitaux ainsi que notre profil de rendements différenciés nous apportent la souplesse nécessaire pour participer à un projet à tout moment et pour agir rapidement afin de fournir la quantité et la qualité d'infrastructures dont l'Afrique a cruellement besoin.

Quant à nos investisseurs existants, nous nous engageons à renforcer notre relation avec nos États actionnaires, tout en nous établissant comme une passerelle entre les gouvernements africains et le secteur privé afin de promouvoir une plus large participation dans les infrastructures en Afrique et de résoudre certains des obstacles qui ont empêché davantage d'acteurs à effectuer un développement et des investissements dans des projets.

La mobilisation de l'épargne à long terme à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique est également un objectif important d' Africa50 que nous poursuivrons vigoureusement au cours des dix-huit prochains mois.

Sur une note personnelle, je suis honoré de travailler aux côtés de la Banque africaine de développement ainsi qu'avec le leadership de l'Africain, et je suis extrêmement optimiste quant à notre capacité de mobiliser ensemble des investissements publics et privés, et d'accélérer la livraison d'infrastructures indispensables sur le continent.

## 9. LOOKING AHEAD: MESSAGE FROM THE CEO



Africa50 CEO Alain Ebobissé

Building on an exciting year where we have achieved key milestones, Africa50 is ready to take the necessary steps to implement its updated strategy as approved by the Board of Directors at the time of publication of this report. Specifically, we are working to finalise the recruitment of our senior management team and other colleagues, move ahead with both our Project Development and Project Finance activities, launch a strategic fundraising initiative targeting institutional investors, as well as continue to deepen our relationship with existing country shareholders and seek commitments from new ones.

Creating a world-class organisation requires building an experienced and respected team, with expertise relevant to Africa50's core activities, a passion for impactful development, and a keen interest in making the infrastructure investment ecosystem on the continent attractive to the private sector. This has been and will continue to be a major priority for Africa50 in the months to come.

With a core team in place, we have been ramping up our project development and investment activities with the objective to catalyse private sector participation in infrastructure in Africa, and are confident we will become the partner of choice for organisations seeking to develop, as well as invest in, infrastructure on the continent. At the same time,

Africa50 seeks to act as a strategic minority partner, working alongside African governments, the African Development Bank, and private sponsors, to speed up the infrastructure development process through the deployment of early stage capital, as well as helping to secure finance and mitigate risks across all stages of a project's life cycle. Additionally, and perhaps most importantly, our dual capital stack, as well as our goal to deliver differentiated returns, affords us the flexibility to enter a project at any and all stages, and move quickly to deliver the quantity and quality of infrastructure Africa so critically needs.

In terms of our existing investors, we are committed to deepening our relationship with our country shareholders, while at the same time establishing ourselves as a bridge between African governments and the private sector to advocate for broader participation in infrastructure in Africa, as well as to address some of the impediments that have historically prevented more actors from developing and investing in projects.

Mobilising long-term savings from within and outside Africa is also an important goal for Africa50, one that we will pursue vigorously over the next eighteen months.

On a personal note, I am honoured to be working alongside the African Development Bank, as well as Africa's leadership, and am extremely optimistic that together we can mobilise public and private sector investment, and accelerate the delivery of much-needed infrastructure on the continent.

## 10. LEADERSHIP

## 10. LEADERSHIP

### AFRICA50 BOARD OF DIRECTORS CONSEIL D'ADMINISTRATION D'AFRICA50



**Akinwumi Adesina, Chairman of the Board**

President, African Development Bank

Président, Banque Africaine de Développement



**Charles O. Boamah**

Senior Vice President, African Development Bank

Vice président principal, Banque Africaine de Développement



**Nouaman Al Aissami**

Deputy Director, in charge of Financial Sector Pole,  
Treasury & External Finance Department, Morocco

Directeur adjoint, responsable du poste du secteur financier, Département du Trésor et du ministère des Finances, Maroc



**Félicité Célestine Omporo-Enouany**

Advisor in charge of Economic Relations and International Financial Institutions, State Ministry of Economy, Industrial Development and Private Sector Promotion, Congo Republic

Conseiller en relations économiques et institutions financières internationales, Ministère de l'économie de l'État, Développement industriel et Promotion du secteur privé, République du Congo



**Mohamed Hammam**

Former Assistant to the Minister of International Cooperation, Egypt  
Ancien assistant du ministre de la Coopération internationale, Egypte



**Amadou Kane**

President, AKA Associates, Former Finance Minister, Senegal  
Former Africa and Indian Ocean Regional Area Manager, BNP Paribas  
Group Former President and CEO, BICIS Bank, Senegal

Président, AKA Associates, ancien ministre des Finances,  
Sénégal Ancien responsable régional de l'Afrique  
et de l'océan Indien, Groupe BNP Paribas  
Ancien président et chef de la direction, BICIS Bank, Sénégal

## AFRICA50 SENIOR MANAGEMENT

### EQUIPE DE DIRECTION D'AFRICA50



**Alain Ebobissé**  
Chief Executive Officer  
Directeur Général



**Carole Wainaina**  
Chief Operating Officer  
Directrice des Opérations



**Koffi Klousseh**  
Director of Project Development  
Directeur du Développement de projets



**Rupali Gupta**  
Head of Investor Relations  
Responsable des Relations avec les investisseurs

# ÉTATS FINANCIERS SIMPLIFIÉS



# SUMMARY FINANCIALS



# 11. FINANCIAL PERFORMANCE

- 11.1** Africa50's financial statements as at 31 December 2016 were prepared with the assistance of Pricewaterhouse Coopers (PwC) Morocco, and audited by KPMG France.
- 11.2** Africa50's financial statements were prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS) as endorsed by the International Accounting Standards Board (IASB), using the United States Dollar (USD) as the functional and reporting currency.
- 11.3** Since the start of its activities, both Africa50-Project Development (PD) and Africa50-Project Finance (PF) have benefitted from the direct support of a certain number of AfDB staff, whose services have been provided free-of-charge.

## **Africa50 - Project Development Financial Summary:**

- 11.4 Africa50-PD** is a financial company with a special legal status, with authorised share capital amounting to 500 000 000 USD, subscribed capital of 84 363 000 USD, and a lifespan of 99 years.

## Africa50-PD Shareholder Equity is allocated as follows:

No	SHAREHOLDERS (26)	Shares	Suscribed Capital	Paid-up Capital
1	African Development Bank	14 657	14 657 000	2 928 537
2	Benin	464	464 000	116 000
3	Burkina Faso	299	299 000	74 750
4	Cameroon	5 000	5 000 000	1 249 985
5	Congo Brazzaville	18 666	18 666 000	4 666 500
6	Ivory Coast	2 999	2 999 000	749 750
7	Djibouti	300	300 000	75 000
8	Egypt	10 000	10 000 000	2 500 000
9	Gabon	866	866 000	216 500
10	Gambia	100	100 000	25 000
11	Ghana	1 961	1 961 000	490 250
12	Kenya	5 809	5 809 000	1 452 705
13	Madagascar	1 000	1 000 000	502 335
14	Malawi	200	200 000	50 000
15	Mali	203	203 000	50 750
16	Kingdom of Morocco	10 000	10 000 000	2 500 000
17	Mauritania	1 011	1 011 000	252 750
18	Republic of Niger	199	199 000	49 750
19	Nigeria	4 000	4 000 000	1 000 000
20	Senegal	1 000	1 000 000	250 000
21	Sierra Leone	200	200 000	50 000
22	Sudan	2	2 000	500
23	Togo	1 927	1 927 000	481 750
24	Tunisia	1 000	1 000 000	225 164
25	BAM	2 000	2 000 000	2 000 000
26	BCEAO (Central Bank of the States of West Africa)	500	500 000	500 000
TOTAL		84 363	84 363 000	22 457 976

## 11.5 Summary of Balance Sheet (USD) as at 31 December 2016

ASSET	31/12/2016	31/12/2015
Cash	2 953 829	2 930 037
Accrued interest on cash equivalents	1 168	-
Various debtors	19 424 197	15 459 872
Other assets	0	-
<b>TOTAL ASSETS</b>	<b>22 379 193</b>	<b>18 389 909</b>

LIABILITY	31/12/2016	31/12/2015
Accounts payable	2 438	6 774
Shareholder equity	22 376 755	18 383 135
<i>Paid-up capital</i>	22 457 976	18 509 537
<i>Net profit for the year</i>	45 181	-126 402
<i>Reserves and retained earnings</i>	-126 402	-
<b>TOTAL LIABILITIES &amp; SHAREHOLDERS' EQUITY</b>	<b>22 379 193</b>	<b>18 389 909</b>

**11.5.1** Africa50-PD's liquid assets came from the payment of called-up capital by its shareholder countries, the release of which allowed Africa50-PD to make investments with a number of banks, yielding interest of 277 088 USD.

Africa50-PD's treasury investments with BMCE totalled 2 953 629 USD as at YE2016. With the exception of the Africa50-PD dedicated account at BMCE, Africa50-PD managed its fund jointly with its sister entity, Africa50-PF, with income shared between the two entities in proportion to their respective investment resources.

The other receivables amount of 19 424 197 USD represents 19 616 391 USD from Africa50 PD's share in investments managed by Africa50-PF, less 192 194 USD in expenses incurred for re-billings.

The total paid-up capital of 22 457 976 USD is against subscribed capital of 84 363 000 USD.

**11.5.2** The fees incurred on projects correspond to all the amounts directly related to projects reviewed by the fund over the period, including both current and abandoned projects. All amounts are recorded as expenses when committed.

	Gross Value	Amortisations / Depreciations	Net Value
Expenses incurred on projects	33 607	33 607	-
<i>Current projects</i>	33 607	33 607	-
<i>Abandoned projects</i>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>33 607</b>	<b>33 607</b>	<b>-</b>

## 11.6 Summary of Income Statement (USD) as at 31 December 2016

<b>OPERATIONAL REVENUES AND EXPENSES</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Investment activities	277 088	82 216
<b>TOTAL REVENUES</b>	<b>277 088</b>	<b>82 216</b>

<b>EXPENSES</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Administrative expenses	198 300	208 618
Project expenses	33 607	-
Total expenses	231 907	208 618
<b>NET PROFIT FOR THE YEAR</b>	<b>45 181</b>	<b>-126 402</b>

**11.6.1** Africa50-PD's revenue consists of 250 828 USD from interest earned on investments managed on its behalf by Africa50-PF, as well as 26 260 USD from its own bank accounts.

**11.6.2** Total common expenses for both entities amounted to 1 908 743 USD, with Africa50-PF accounting for 90% and Africa50-PD for 10%, in line with allocations of subscribed capital between the two entities. The amount re-billed to Africa50-PD stands at 192 194 USD.

**11.6.3** Project Expenses of 33 607 USD refer to the amount spent on consultants, experts, and other non-core staff for activities related to the sourcing and analysing of projects for investment by both entities.

## 11.7 Summary of Cash Flow (USD) as at 31 December 2016

<b>CASH FLOW FROM OPERATING ACTIVITIES</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Net profit for the year	45 181	-126 402

*Adjustments to reconcile the revenue to the net resources generated by operating activities*

<b>INVESTING ACTIVITIES:</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Financial investments	-1 168	-15 459 872
Change in other receivables and payables	-3 968 661	6 776

<b>FINANCING ACTIVITIES:</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Cash from capital subscriptions	3 948 439	-15 459 872
<i>Increase in cash and cash equivalents</i>	23 791	2 930 037
Cash and cash equivalents at the beginning of the period	2 930 037	-
<b>CASH AND CASH EQUIVALENTS AT THE END OF THE PERIOD</b>	<b>2 953 829</b>	<b>2 930 037</b>

**11.8** Africa50-PD had no employees in 2016.

**11.9** During the course of 2016, the fund mainly invested in term accounts in Morocco, or other countries in Africa.

## Africa50 - Project Finance Financial Summary:

**11.10** Africa50-PF is a financial company with a special legal status, with authorised share capital amounting to 3 000 000 000 USD, subscribed common stock totaling 727 388 000 USD, and a lifespan of 99 years.

### Africa50-PF Shareholder Equity is allocated as follows:

No	SHAREHOLDERS (26)	Shares	Suscribed Capital	Paid-up Capital
1	African Development Bank	100 000	100 000 000	25 000 000
2	Benin	4 176	4 176 000	1 044 000
3	Burkina Faso	2 694	2 694 000	673 500
4	Cameroon	45 000	45 000 000	11 249 863
5	Congo Brazzaville	167 997	167 997 000	41 999 250
6	Ivory Coast	26 999	26 999 000	6 749 750
7	Djibouti	2 700	2 700 000	675 000
8	Egypt	90 000	90 000 000	22 500 000
9	Gabon	7 800	7 800 000	1 950 000
10	Gambia	900	900 000	225 000
11	Ghana	17 655	17 655 000	4 413 750
12	Kenya	52 296	52 296 000	13 074 348
13	Madagascar	9 003	9 003 000	4 521 011
14	Malawi	1 800	1 800 000	450 000
15	Mali	1 813	1 813 000	453 250
16	Kingdom of Morocco	90 000	90 000 000	22 500 000
17	Mauritania	9 101	9 101 000	2 275 250
18	Republic of Niger	1 799	1 799 000	449 750
19	Nigeria	36 000	36 000 000	9 000 000
20	Senegal	9 007	9 007 000	2 251 750
21	Sierra Leone	1 800	1 800 000	450 000
22	Sudan	2	2 000	500
23	Togo	17 346	17 346 000	4 336 500
24	Tunisia	9 000	9 000 000	2 026 479
25	BAM	18 000	18 000 000	18 000 000
26	BCEAO (Central Bank of the States of West Africa)	4 500	4 500 000	4 500 000
TOTAL		727 388	727 388 000	200 768 951

## 11.11 Summary of Balance Sheet (USD) as at 31 December 2016

ASSET	31/12/2016	31/12/2015
Cash	1 021 807	504 248
Cash equivalents	219 328 387	181 608 539
Accrued interest on cash equivalents	368 849	165 330
Various debtors	88 745	-
Other assets	216 760	-
<b>TOTAL ASSETS</b>	<b>221 024 549</b>	<b>182 278 117</b>

LIABILITY	31/12/2016	31/12/2015
Accounts payable	941 381	2 035 766
Other payables	19 424 197	15 459 872
<b>Shareholder equity</b>	<b>200 658 971</b>	<b>164 782 479</b>
<i>Paid-up capital</i>	200 768 952	165 733 749
<i>Net profit for the year</i>	841 290	-951 271
<i>Reserves and retained earnings</i>	-951 271	-
<b>TOTAL LIABILITIES &amp; SHAREHOLDERS' EQUITY</b>	<b>221 024 549</b>	<b>182 278 117</b>

### 11.11.1 Africa50-PF's total cash of 1 021 807 USD breaks down as follows:

CASH	USD
Attijariwafa Bank	667
BMCE MAD (Moroccan Dirham)	241 846
BMCE EURO	2 424
BMCE USD	776 053
Petty Cash	817
<b>TOTAL CASH</b>	<b>1 021 807</b>

**11.11.2** Africa50-PF invested its Shareholder Equity across several banks, in term deposits with 6-month maturity, generating 2 592 185 USD in interest. These investments break down as follows:

BANK	USD
Attijariwafa Bank – Morocco	32 520 955
PTA Bank	51 325 233
Afreximbank - Cairo	50 999 919
BMCE 747 - Morocco	46 444 486
BMCE 780 - Morocco	38 037 794
<b>TOTAL INVESTED</b>	<b>219 328 387</b>
Current Account Africa50-PD	-19 424 197
<b>TOTAL CASH EQUIVALENT</b>	<b>199 904 190</b>

**11.11.3** Cash for Africa50-PD and Africa-PF was managed all together, with revenues allocated pro rata between the two entities.

**11.11.4** Accrued interest of 368 850 USD as at 31 December 2016 breaks down as follows:

BANK	USD
Attijariwafa Bank – Morocco	11 902
PTA Bank	90 745
Afreximbank - Cairo	225 391
BMCE 747 - Morocco	8 369
BMCE 780 - Morocco	32 441
<b>TOTAL INVESTED</b>	<b>368 849</b>

**11.11.5** Assets are amortised according to the straight-line method and based on an estimated useful lifetime (with IT equipment amortised over 3 years), as follows:

	Gross Value	Amortisations / Depreciations	Net Value
IT Equipment	12 635	-854	11 781
Assets in Africa50 housing	122 577	-	122 577
Deposits and guarantees paid	82 401	-	82 401
Expenses incurred on projects	39 995	39 995	-
<i>Current projects</i>	39 995	39 995	-
<i>Abandoned projects</i>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>368 849</b>	<b>39 141</b>	<b>216 760</b>

**11.11.6** Liabilities amounting to 941 381 USD are inclusive of 667 438 USD in operating expenses, re-billed in early 2017, 288 504 USD in Accounts Payable, as well as Shareholder's Equity, specifically overpays recorded on received transfers of subscribed capital of 14 561 USD.

**11.11.7** Other Payables refer to the joint current account with Africa50-PD of 19 424 194 USD, which includes Africa50-PD's re-billing of 2016 costs of 192 194 USD, as well as 250 828 USD in interest paid on the current account over the same period.

## 11.12 Summary of Income Statement (USD) as at 31 December 2016

<b>OPERATIONAL REVENUES AND EXPENSES</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Investment Activities	2 597 833	878 829
<b>TOTAL REVENUES</b>	<b>2 597 833</b>	<b>878 829</b>

<b>EXPENSES</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Administrative expense	1 716 548	1 830 099
Project expenses	39 995	-
Total expenses	1 756 543	1 830 099
<b>NET PROFIT FOR THE YEAR</b>	<b>841 290</b>	<b>-951 271</b>

**11.12.1** Total Revenue is reflective of an overall total of 2 848 661 USD less revenue of 250 828 USD proportionally allocated to Africa50-PD.

**11.12.2** Total Administrative Expenses of 1 908 743 USD were deducted in line with allocations of subscribed capital between the two entities, specifically 90% from Africa50-PF and 10% Africa50-PD, with an amount of 192 194 USD re-billed to Africa50-PD.

Each entity records its own accounting and audit costs separately from their common expenses.

**11.12.3** Project Expenses of 33 607 USD refer to the amount spent on consultants, experts, and other non-core staff for activities related to the sourcing and analysing of projects for investment by both entities.

### 11.13 Summary of Cash Flow (USD) as at 31 December 2016

Cash Flow from Operating Activities	31/12/2016	31/12/2015
Net profit for the year	841 290	-951 271

*Adjustments to reconcile the revenue to the net resources generated by operating activities*

Investing Activities:	31/12/2016	31/12/2015
Financial investments	-37 719 848	-181 608 539
Change in other receivables and payables	2 577 676	17 330 308
Acquisition of fixed assets	-216 760	-

Financing Activities:	31/12/2016	31/12/2015
Cash from capital subscriptions	35 035 203	165 733 750
Increase in cash and cash Equivalents	517 561	504 248
Cash and cash equivalents at the beginning of the period	504 248	-
<b>CASH AND CASH EQUIVALENTS AT THE END OF THE PERIOD</b>	<b>1 021 807</b>	<b>504 248</b>

**11.14** Africa50-PF had one employee during 2016, being the Chief Executive Officer who was hired in August 2016.

**11.15** During the course of 2016, the fund mainly invested in term accounts in Morocco, or other countries in Africa.

# 11. PERFORMANCE FINANCIÈRE

- 11.1** Les états financiers d’Africa50 au 31 décembre 2016 ont été établis par PricewaterhouseCoopers (PwC) Morocco et vérifiés par KPMG France.
- 11.2** Les états financiers d’Africa50 ont été établis conformément aux normes internationales d’information financière (IFRS) adoptées par l’International Accounting Standards Board (IASB), utilisant le dollar des États-Unis (USD) comme devise de travail et de rapport.
- 11.3** Depuis le début de ses activités, Africa50 – Développement de projets (DP) et Africa50 – Financement de projets (FP) ont tous deux bénéficié du soutien direct d’un certain nombre de membres du personnel de la BAD, dont les services ont été fournis à titre gracieux.

## Résumé des états financiers d’Africa50- Développement de projets:

- 11.4** Africa50 – Développement de projets (DP) est une société financière dotée d’un statut juridique spécial, dont le capital social autorisé s’élève à 500 000 000 USD, avec un capital souscrit de 84 363 000 USD et une durée de vie de 99 ans.

**Les capitaux propres d’Africa50-DP se répartissent comme suit:**

No	ACTIONNAIRES (26)	Actions	Capital souscrit	Capital libéré
1	African Development Bank	14 657	14 657 000	2 928 537
2	Benin	464	464 000	116 000
3	Burkina Faso	299	299 000	74 750
4	Cameroun	5 000	5 000 000	1 249 985
5	Congo Brazzaville	18 666	18 666 000	4 666 500
6	Côte d'Ivoire	2 999	2 999 000	749 750
7	Djibouti	300	300 000	75 000
8	Égypte	10 000	10 000 000	2 500 000
9	Gabon	866	866 000	216 500
10	Gambie	100	100 000	25 000
11	Ghana	1 961	1 961 000	490 250
12	Kenya	5 809	5 809 000	1 452 705
13	Madagascar	1 000	1 000 000	502 335
14	Malawi	200	200 000	50 000
15	Mali	203	203 000	50 750
16	Royaume du Maroc	10 000	10 000 000	2 500 000
17	Mauritanie	1 011	1 011 000	252 750
18	La République du Niger	199	199 000	49 750
19	Nigeria	4 000	4 000 000	1 000 000
20	Sénégal	1 000	1 000 000	250 000
21	Sierra Leone	200	200 000	50 000
22	Soudan	2	2 000	500
23	Togo	1 927	1 927 000	481 750
24	Tunisie	1 000	1 000 000	225 164
25	BAM (BANK AL MAGHREB)	2 000	2 000 000	2 000 000
26	BCEAO (Central Bank of the States of West Africa)	500	500 000	500 000
	<b>TOTAL</b>	<b>84 363</b>	<b>84 363 000</b>	<b>22 457 976</b>

## 11.5 Résumé du Bilan (en USD) au 31 Décembre 2016

ACTIF	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités	2 953 829	2 930 037
Intérêts courus sur placements de trésorerie	1 168	-
Autres créances	19 424 197	15 459 872
Autres actifs	0	-
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>22 379 193</b>	<b>18 389 909</b>

PASSIF	31/12/2016	31/12/2015
Montants à Payer	2 438	6 774
Capitaux propres	22 376 755	18 383 135
<i>Capital, appelé versé</i>	22 457 976	18 509 537
<i>Résultat de l'exercice</i>	45 181	-126 402
<i>Report à nouveau</i>	-126 402	-
<b>TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>22 379 193</b>	<b>18 389 909</b>

**11.5.1** Les liquidités d'Africa50-DP proviennent du paiement du capital appelé par ses pays actionnaires, dont la libération a permis à Africa50-DP de procéder à des placements auprès d'un certain nombre de banques, produisant des intérêts à hauteur de 277 088 USD.

Les placements de trésorerie d'Africa50-DP auprès de la Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE) totalisaient 2 953 629 USD à la fin de l'exercice 2016. À l'exception du compte dédié d'Africa50-DP à la BMCE, Africa50-DP a géré son fonds conjointement avec son homologue, Africa50 - Financement de projets (FP), avec un partage de revenu entre les deux entités proportionnellement à leurs ressources respectives en investissement.

Le montant de 19 424 197 USD en créances diverses représente la part des investissements gérés par Africa50-FP et revenant à Africa50-DP, soit 19 616 391 USD, moins les dépenses engagées pour les refacturations, soit 192 194 USD.

Le total du capital appelé, soit 22 457 976 USD, est établi par rapport au capital souscrit, soit 84 363 000 USD.

**11.5.2** Les frais engagés sur les projets de prise de participation ou d'investissement correspondent aux sommes directement affectées à des projets que le fonds a étudié sur la période que le projet soit toujours en cours ou abandonné. L'intégralité de ses sommes fait l'objet d'une comptabilisation en charges au cours de l'exercice durant lequel les frais sont engagés.

	Valeur Brute	Amortissements / Dépréciations	Valeur Nette
<i>Frais engagés sur projets de prise de participation ou d'investissement</i>	33 607	33 607	-
<i>Projets en cours</i>	33 607	33 607	-
<i>Projets abandonnés</i>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>33 607</b>	<b>33 607</b>	<b>-</b>

## 11.6 Résumé du compte de résultat (en USD) au 31 Décembre 2016

REVENUS ET DÉPENSES DES OPERATIONS	31/12/2016	31/12/2015
Activités d'investissement	277 088	82 216
TOTAL REVENUS	277 088	82 216

DÉPENSES	31/12/2016	31/12/2015
Dépenses administratives	198 300	208 618
Dépenses sur projets	33 607	-
Total dépenses	231 907	208 618
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	45 181	-126 402

**11.6.1** Le revenu d'Africa50-DP comprend la somme de 250 828 USD pour les intérêts découlant des placements gérés pour son compte par Africa50-FP, ainsi que la somme de 26 260 USD provenant de ses propres comptes bancaires.

**11.6.2** Le total des dépenses communes pour les deux entités s'élevait à 1 908 743 USD, Africa50-FP représentant 90 % et Africa50-DP 10 % des dépenses, conformément aux allocations du capital souscrit entre les deux entités. Le montant refacturé à Africa50-DP s'établit à 192 194 USD.

**11.6.3** Les dépenses liées aux projets à hauteur de 33 607 USD renvoient aux sommes versées aux consultants, experts et autre personnel non permanent pour des activités liées à la recherche et l'analyse de projets d'investissement par les deux entités.

## 11.7 Résumé des mouvements des flux de trésorerie (en USD) au 31 Décembre 2016

RESSOURCES PROVENANT DES :	31/12/2016	31/12/2015
<b>ACTIVITES DES OPERATIONS :</b>		
Résultat net	45 181	-126 402
<i>Ajustements pour réconcilier le revenu aux ressources nettes générées par les opérations</i>		
<b>ACTIVITES DE PLACEMENT</b>		
Placements financiers	-1 168	-15 459 872
Variation des autres montants à recevoir et à payer	-3 968 661	6 776
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Ressources provenant des souscriptions	3 948 439	18 509 537
<i>Variation nette de trésorerie</i>	23 791	2 930 037
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	2 930 037	-
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>2 953 829</b>	<b>2 930 037</b>

**11.8** Africa50-DP n'a eu aucun employé en 2016.

**11.9** Au cours de l'année 2016, le fonds a investi principalement dans des comptes à terme au Maroc ou dans d'autres pays d'Afrique.

## Résumé des états financiers d’Africa50 - Financement de projets:

**11.10** Africa50 – Financement de projets (FP) est une société financière dotée d’un statut juridique spécial, dont le capital social autorisé s’élève à 3 000 000 000 USD, avec souscription d’actions ordinaires pour un total de 727 388 000 USD et une durée de vie de 99 ans.

### Les capitaux propres d’Africa50-FP se répartissent comme suit:

No	ACTIONNAIRES (26)	Actions	Capital souscrit	Capital libéré
1	African Development Bank	100 000	100 000 000	25 000 000
2	Benin	4 176	4 176 000	1 044 000
3	Burkina Faso	2 694	2 694 000	673 500
4	Cameroun	45 000	45 000 000	11 249 863
5	Congo Brazzaville	167 997	167 997 000	41 999 250
6	Côte d’Ivoire	26 999	26 999 000	6 749 750
7	Djibouti	2 700	2 700 000	675 000
8	Égypte	90 000	90 000 000	22 500 000
9	Gabon	7 800	7 800 000	1 950 000
10	Gambie	900	900 000	225 000
11	Ghana	17 655	17 655 000	4 413 750
12	Kenya	52 296	52 296 000	13 074 348
13	Madagascar	9 003	9 003 000	4 521 011
14	Malawi	1 800	1 800 000	450 000
15	Mali	1 813	1 813 000	453 250
16	Royaume du Maroc	90 000	90 000 000	22 500 000
17	Mauritanie	9 101	9 101 000	2 275 250
18	La République du Niger	1 799	1 799 000	449 750
19	Nigeria	36 000	36 000 000	9 000 000
20	Sénégal	9 007	9 007 000	2 251 750
21	Sierra Leone	1 800	1 800 000	450 000
22	Soudan	2	2 000	500
23	Togo	17 346	17 346 000	4 336 500
24	Tunisie	9 000	9 000 000	2 026 479
25	BAM (BANK AL MAGHREB)	18 000	18 000 000	18 000 000
26	BCEAO (Central Bank of the States of West Africa)	4 500	4 500 000	4 500 000
	<b>TOTAL</b>	<b>727 388</b>	<b>727 388 000</b>	<b>200 768 951</b>

## 11.11 Bilan comptes en USD au 31 Décembre 2016

<b>ACTIF</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Disponibilités	1 021 807	504 248
Placements en trésorerie	219 328 387	181 608 539
Intérêts courus sur placements de trésorerie	368 849	165 330
Divers débiteurs	88 745	-
Autres Actifs	216 760	-
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>221 024 549</b>	<b>182 278 117</b>

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Montants à Payer	941 381	2 035 766
Autres dettes	19 424 197	15 459 872
<b>Capitaux propres</b>	<b>200 658 971</b>	<b>164 782 479</b>
<i>Capital, appelé versé</i>	200 768 952	165 733 749
<i>Résultat de l'exercice</i>	841 290	-951 271
<i>Report à nouveau</i>	-951 271	-
<b>TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>221 024 549</b>	<b>182 278 117</b>

**11.11.1** Le total de la trésorerie d'Africa50-FP, soit 1 021 807 USD, se répartit comme suit:

<b>Disponibilités</b>	<b>USD</b>
ATTIJARIWAFABANK	667
BMCE MAD	241 846
BMCE EURO	2 424
BMCE USD	776 053
Caisse	817
<b>TOTAL</b>	<b>1 021 807</b>

**11.11.2** Africa50-FP a placé ses capitaux propres dans plusieurs banques, en tant que dépôts à terme avec échéance à 6 mois, produisant des intérêts s'élevant à 2 592 185 USD. Ces placements se répartissent comme suit:

BANK	USD
Attijariwafabank - Maroc	32 520 955
PTA Bank	51 325 233
Afreximbank Caire	50 999 919
BMCE 747 - Maroc	46 444 486
BMCE 780 - Maroc	38 037 794
<b>TOTAL INVESTI</b>	<b>219 328 387</b>
Compte courant AF50 - DP	- 19 424 197
<b>TOTAL DISPONIBILITES A COURT TERME</b>	<b>199 904 190</b>

**11.11.3** Les trésoreries d'Africa50-DP et d'Africa50-FP font l'objet d'une gestion commune, les produits étant répartis au prorata entre les deux entités.

**11.11.4** Les intérêts courus qui s'élevaient à 368 850 USD au 31 Décembre 2016 se répartissent comme suit:

BANK	USD
Attijariwafabank - Maroc	11 902
PTA Bank	90 745
Afreximbank Caire	225 391
BMCE 747 - Maroc	8369
BMCE 780 - Maroc	32 441
<b>TOTAL</b>	<b>368 849</b>

**11.11.5** Les actifs sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée de vie utile estimative (l'équipement informatique étant amorti sur une période de 3 ans), comme suit:

	Valeur Brute	Amortissements / Dépréciations	Valeur Nette
Matériel informatique	12 635	-854	11 781
Immobilisations en cours sur appartement Africa50	122 577	-	122 577
Dépôts et cautionnements versés	82 401	-	82 401
Frais engagés sur projets de prise de participation ou d'investissement	39 995	39 995	-
<i>Projets en cours</i>	39 995	39 995	-
<i>Projets abandonnés</i>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>368 849</b>	<b>39 141</b>	<b>216 760</b>

**11.11.6** Le passif qui s'élève à 941 381 USD comprend la somme de 667 438 USD à titre de frais d'exploitation, re-facturés au début de 2017, la somme de 288 504 USD à titre de comptes fournisseurs, ainsi que les capitaux propres, en particulier les excédents de paiements comptabilisés sur les transferts reçus de capital souscrit d'un montant de 14 561 USD.

**11.11.7**

Les autres dettes renvoient au compte courant joint, Africa50-DP pour un montant de 19 424 194 USD, qui comprend la re-facturation à Africa50-DP des frais 2016 s'élevant à 192 194 USD ainsi que la somme de 250 828 USD à titre d'intérêts versés sur le compte courant durant la même période.

**11.12 Résumé du compte de résultat (en USD) au 31 Décembre 2016**

REVENUS ET DÉPENSES DES OPERATIONS	31/12/2016	31/12/2015
Produits financiers	2 597 833	878 829
<b>TOTAL REVENUS</b>	<b>2 597 833</b>	<b>878 829</b>

DÉPENSES :	31/12/2016	31/12/2015
Dépenses administratives	1 716 548	1 830 099
Dépenses sur projets	39 995	-
Total dépenses	1 756 543	1 830 099
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>841 290</b>	<b>-951 271</b>

**11.12.1** Le total des produits reflète un total global de 2 848 661 USD, moins le revenu de 250 828 USD alloué proportionnellement à Africa50-DP.

**11.12.2** Le total des frais administratifs à hauteur de 1 908 743 USD a été déduit en fonction des allocations de capital souscrit entre les deux entités, plus précisément 90% pour Africa50-FP et 10% pour Africa50-DP, avec un montant de 192 194 USD refacturé à Africa50-DP.

Chaque entité doit tenir ses propres livres de frais de comptabilité et d'audit des comptes séparément des frais communs.

**11.12.3** Les dépenses liées aux projets à hauteur de 33 607 USD renvoient aux sommes versées aux consultants, aux experts et aux autres personnels non permanent pour des activités liées à la recherche et l'analyse de projets d'investissement par les deux entités.

### 11.13 Résumé des mouvements des flux de trésorerie (en USD) au 31 Décembre 2016

RESSOURCES PROVENANT DES :	31/12/2016	31/12/2015
<b>ACTIVITES DES OPERATIONS :</b>		
Résultat net	841 290	-951 271
<i>Ajustements pour réconcilier le revenu aux ressources nettes générées par les opérations</i>		
<b>ACTIVITES DE PLACEMENT</b>		
Placements financiers	-37 719 848	-181 608 539
Variation des autres montants à recevoir et à payer	2 577 676	17 330 308
Acquisition d'immobilisations	-216 760	-
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Ressources provenant des souscriptions	35 035 203	165 733 750
<i>Variation nette de trésorerie</i>	517 561	504 248
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	504 248	-
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>1 021 807</b>	<b>504 248</b>

**11.14** Africa50-FP a eu un employé pendant l'année 2016, à savoir le directeur général qui a été embauché en août 2016.

**11.15** Au cours de l'année 2016, le fonds a investi principalement dans des comptes à terme au Maroc ou dans d'autres pays d'Afrique.

# ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS



# AUDITED FINANCIALS





KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66  
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60  
Internet: [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# AFRICA50 - PROJECT DEVELOPMENT

## Independent Auditors' Report on Africa50 - Project Development

Year ended December 31, 2016

Allée des Abricotiers,  
Quartier Hippodrome  
2000 Casablanca,  
Morroco

KPMG S.A.,  
a French limited liability entity and a member firm  
of the KPMG Network of independent member firms  
affiliated with KPMG International Cooperative, a Swiss entity.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance. Inscrite  
au Tableau de l'Ordre à Paris  
sous le n° 14-30080101 et à la  
Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes de  
Versailles.

Headquarters:  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne FR  
77 775 726 417



KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66  
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60  
Internet: [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## Africa50 - Project Development

Registered office: Allée des Abricotiers,  
Quartier Hippodrome  
2000 Casablanca,  
Morocco

## Independent Auditors' Report on Africa50 - Project Development Year ended December 31, 2016

### Opinion

We have audited the accompanying financial statements of Africa 50 – Project Development (“the Entity”) which comprise the balance sheet as at December 31, 2016 and the income statement, the statement of comprehensive income, the statement of changes in equity and the statement of cash flows for the year then ended, and notes comprising a summary of significant accounting policies and other explanatory informations as set out in notes A to C9.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Entity as at December 31, 2016 and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

### Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs). Our responsibilities under those standards are further described in the Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the Entity in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements based on International Standards on Auditing, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

KPMG S.A.,  
a French limited liability entity and a member firm  
of the KPMG Network of independent member firms  
affiliated with KPMG International Cooperative, a Swiss entity.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance. Inscrite  
au Tableau de l'Ordre à Paris  
sous le n° 14-30080101 et à la  
Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes de  
Versailles.

Headquarters:  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne FR  
77 775 726 417



### **Other Information**

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in the Africa 50 – Project Development Annual Report, but does not include the financial statements and our auditors' report thereon.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not and will not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

### *Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements*

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with IFRS, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Entity's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Entity or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Entity's financial reporting process.

### *Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements*

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditors' report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

- Year ended December 31, 2016

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional scepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.

- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control.

- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Entity's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditors' report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditors' report. However, future events or conditions may cause the Entity to cease to continue as a going concern.

- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide those charged with governance with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

- Year ended December 31, 2016



From the matters communicated with those charged with governance, we determine those matters that were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our auditors' report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter or when, in extremely rare circumstances, we determine that a matter should not be communicated in our report because the adverse consequences of doing so would reasonably be expected to outweigh the public interest benefits of such communication.

Paris La Défense, August 14<sup>th</sup>, 2017  
KPMG S.A.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valéry Foussé'.

Valéry Foussé  
Partner

# AFRICA 50 – PROJECT DEVELOPMENT

the Africa50-PD Auditor's Report

## FINANCIAL STATEMENTS

Year ended 31 December 2016

69	Balance sheet
70	Income statement
72	Statement of cash flows
73	Statement of changes in capital
74	Notes to the financial statements

# BALANCE SHEET

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

ASSET	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Cash	C1	2 953 829	2 930 037
Accrued interest on cash equivalents	-	1 168	-
Various debtors	C2	19 424 197	15 459 872
Other assets	C3	0	-
<b>TOTAL ASSETS</b>		<b>22 379 193</b>	<b>18 389 909</b>

LIABILITY	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Accounts payable	-	2 438	6 774
<b>Equity</b>	<b>C4</b>	<b>22 376 755</b>	<b>18 383 135</b>
<i>Paid-up capital</i>	-	22 457 976	18 509 537
<i>Net profit for the year</i>	-	45 181	-126 402
<i>Reserves and retained earnings</i>	-	-126 402	-
<b>TOTAL LIABILITIES AND STOCKHOLDERS' EQUITY</b>		<b>22 379 193</b>	<b>18 389 909</b>

The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.

# INCOME STATEMENT

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

<b>OPERATIONAL REVENUES AND EXPENSES</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Investment activities	C5	277 088	82 216
<b>TOTAL REVENUES</b>		<b>277 088</b>	<b>82 216</b>
<b>EXPENSES</b>			
Administrative expenses	C6	198 300	208 618
Project expenses	C7	33 607	-
<b>Total expenses</b>		<b>231 907</b>	<b>208 618</b>
<b>NET PROFIT FOR THE YEAR</b>		<b>45 181</b>	<b>-126 402</b>

*The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.*

# STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

	31/12/2016	31/12/2015
Net profit for the year	45 181	-126 402
Other items of the comprehensive income	-	-
Items that will not be classified to profit or loss	-	-
Total of other items of the comprehensive income	-	-
<b>TOTAL COMPREHENSIVE INCOME</b>	<b>45 181</b>	<b>-126 402</b>

*The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.*

# STATEMENT OF CASHFLOWS

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

CASH FLOWS FROM	31/12/2016	31/12/2015
<b>OPERATING ACTIVITES</b>		
Net profit for the year	45 181	-126 402
<i>Adjustments to reconcile the revenue to the net resources generated by the operational activities</i>		
<b>INVESTING ACTIVITES</b>		
Financial Investments	-1 168	-15 459 872
Change in other receivables and payables	-3 968 661	6 776
Acquisition of capital assets		
<b>FINANCING ACTIVITIES</b>		
Cash from capital subscriptions	3 948 439	18 509 537
<i>Increase in cash and cash equivalents</i>	23 791	2 930 037
<i>Cash and cash equivalents at the beginning of period</i>	2 930 037	
<b>CASH AND CASH EQUIVALENTS AT THE END OF THE PERIOD</b>	<b>2 953 829</b>	<b>2 930 037</b>

The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.

# STATEMENT OF CHANGE EQUITY

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

	Capital subscription paid	Retained earning	Net income (loss)	Total equity
As at December 31 <sup>st</sup> 2015	18 509 037	-	-126 402	18 382 635
Result	-	-126 402	126 402	-
Paid-up common stock	3 948 939	-	-	-
net income (loss) 2016	-	-	45 181	-
<b>AS AT DECEMBER 31<sup>ST</sup> 2016</b>	<b>22 457 976</b>	<b>-126 402</b>	<b>45 181</b>	<b>22 376 755</b>

*The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.*

# AFRICA 50 – PROJECT DEVELOPMENT

## NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

### Note A – Mission, operations and organization

Africa 50 – Project Development (Africa50 - PD) is a financial company with a special legal status, an authorized share capital amounted to 500 000 000 USD and a subscribed capital of 84 363 000 USD.

Africa50 - PD is an African multilateral institution of development whose mission is to:

- i) Identify and develop infrastructure projects to support sustainable economic development in Africa on both national and regional levels, by investing money in the initial phase of the project development cycle and attracting and harnessing new sources of capital for infrastructure financing in Africa.
- ii) Identify and recruit top-notch experts (including those of the engineering, finance, economics, law, environmental and social sectors) to work in cooperation with African governments and private investors in order to shorten development project cycles and maximize the chances of success of development projects.
- iii) Mobilize necessary political support to initiate the reforms required to ensure the operational, financial and economic viability of investment, and reduce the risk of project development and implementation delays.
- iv) Conclude agreements and arrangements with any government, municipality or other local entity or party that might work towards enabling Africa50 – PD to carry out any activity related to its mission; obtain from these authorities or entities all rights, privileges and exemptions that Africa50 – PD might deem necessary to initiate, implement and comply with the term of such arrangements.
- v) Provide technical assistance and advisory services for the assessment, preparation and implementation of infrastructure projects located in Africa,
- vi) Borrow and raise funds, issue securities, obligations, bonds, guarantees and other instruments, as well as provide guarantees and other commitments to third parties,
- vii) Hold investments of all types (including, but

not limited to, investments in securities, stocks and bonds),

viii) Obtain any administrative or legislative document that would allow Africa50 – PD to properly fulfil its mission or make any amendments to its Statutes or for any other purpose which may seem expedient, and help to prevent any process or measure that could directly or indirectly undermine the interests of Africa50 – PD and,

ix) More broadly, make any deals or indirectly related to the aforementioned operations in order to facilitate, promote and develop the activities of Africa50 – PD.

The lifespan of Africa50 – Project Development is 99 years.

### Note B – Summary of the essential financing principles

The financial statements of Africa50 – Project Development are established in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS), promulgated by the International Accounting Standards Board (IASB). The financial statements were established based on the historical cost, except for some assets and financial liabilities that are recorded with their fair value, depending on the situation.

The fundamental accounting principles used by Africa50 – PD for the establishment of the financial statements are summarized below.

#### RECOGNITION OF REVENUE

The revenue from investments is stated based upon the effective interest rate and the duration of detention by Africa50 – PD of the income generator instrument. The effective interest rate is the one that actualizes the estimated cash flows throughout the expected lifespan of the financial asset at its net carrying amount.

The revenue from investments includes realized and unrealized gains and losses on financial instruments at fair value through P&L.

## FUNCTIONAL AND ACCOUNTS PRESENTATION CURRENCY

The US Dollar is the functional and accounts presentation currency.

## EXPENSES AND BENEFITS RELATED TO THE PERSONNEL

### Staff expenses

Since the start of its activities, Africa50 – PF and Africa50 – PD have profited from direct support from a certain number of the African development bank's staff. This personnel has been made available cost free by the AfDB for Africa50 – PF and Africa50 – PD.

### Retirement benefits

Africa50 – PD does not yet have any employee's retirement benefit scheme. The administrative and operational tasks have been assumed by the personnel of the AfDB and consultants.

### Health care after activity closure

Africa50 – PD does not count any employees healthcare benefit scheme for the moment.

## FINANCIAL INSTRUMENTS

The financial assets and liabilities are recorded in the balance sheet of Africa50 – PD when the company assumes all contractual rights and obligations related to them.

## RECOGNITION AND DERECOGNITION OF FINANCIAL ASSETS

The purchases and sales of financial assets are recorded based on the transaction date, which means the date at which Africa50 – PD commits to buying or selling the asset. Loans, when granted, are recorded once the funds are transferred to borrowers. The financial assets non-evaluated at their fair value in exchange for a result are initially recorded at their fair value, plus transaction costs. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the financial assets have expired or when Africa50 – PD has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

## CRITICAL ACCOUNTING JUDGMENTS AND KEY SOURCES OF ESTIMATION UNCERTAINTY

In the preparation of financial statements in conformity with IFRS, Management makes certain estimates, assumptions and judgments that affect the reported amounts of assets, liabilities, revenue and expenses as well as the disclosure of contingent liabilities. Actual results could differ from such estimates. Estimates and judgments are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

## EVENT AFTER THE BALANCE SHEET DATE

The financial statements are adjusted to reflect events that occurred between the balance sheet date and the date when the financial statements are authorized for issue, provided they give evidence of conditions that existed at the balance sheet date.

Events that are indicative to conditions that arose after the balance sheet date are disclosed under notes to the financial statements but do not result in an adjustment of the financial statements.

## Note C – Accounting notes

### C.1. CASH AT BANKS

Most of Africa50 – PD's liquid assets come from the payment of called-up capital by member countries. The release of capital allowed Africa – PD to make investments with a number of banks, which yielded interest of USD 277 088

With the exception of the Africa50 – PD account dedicated to BMCE, Africa50 – PD's managed its fund jointly with its sister entity (Africa50 – PF). Income was shared between the two entities in proportion to their respective available investment resources.

Treasury investments by end of December 2016 are broken down as follows:

Bank	USD
BMCE PD	2 953 629
TOTAL	2 953 629

### C.2. OTHER RECEIVABLES

The other receivables amount 19 424 197 and represent:

- Receivable amounts in Africa50 – PD's current account in the records of Africa50 - PF for an amount of 19 616 391 USD representing its share in the placements managed by Africa50 - PF in its favour. The revenues have been dispatched between the two entities at the pro rata of the outstanding amounts available for placement for each structure.
- The re-billings to Africa50 PD concerning expenses for a negative balance of 192 194 USD;

### C.3. OTHER ASSETS

	Gross Value	Amortisations / Depreciations	Net Value
Expenses incurred on projects	33 607	33 607	-
<i>Current projects</i>	33 607	33 607	-
<i>Abandoned projects</i>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>33 607</b>	<b>33 607</b>	<b>-</b>

The fees incurred on projects correspond to all the amounts directly related to projects reviewed by the fund over the period both current and abandoned projects. All amounts are recorded as expenses when committed.

#### C.4. SHAREHOLDER EQUITY

The authorized capital according to Africa50 - PD status is 500 000 000 USD. The subscribed capital sums up to 84 363 000 USD while the called-up and paid up amounts to 22 457 976 USD.

No	SHAREHOLDERS (26)	Shares	Suscribed Capital	Paid-up Capital
1	African Development Bank	14 657	14 657 000	2 928 537
2	Benin	464	464 000	116 000
3	Burkina Faso	299	299 000	74 750
4	Cameroon	5 000	5 000 000	1 249 985
5	Congo Brazzaville	18 666	18 666 000	4 666 500
6	Ivory Coast	2 999	2 999 000	749 750
7	Djibouti	300	300 000	75 000
8	Egypt	10 000	10 000 000	2 500 000
9	Gabon	866	866 000	216 500
10	Gambia	100	100 000	25 000
11	Ghana	1 961	1 961 000	490 250
12	Kenya	5 809	5 809 000	1 452 705
13	Madagascar	1 000	1 000 000	502 335
14	Malawi	200	200 000	50 000
15	Mali	203	203 000	50 750
16	Kingdom of Morocco	10 000	10 000 000	2 500 000
17	Mauritania	1 011	1 011 000	252 750
18	Republic of Niger	199	199 000	49 750
19	Nigeria	4 000	4 000 000	1 000 000
20	Senegal	1 000	1 000 000	250 000
21	Sierra Leone	200	200 000	50 000
22	Sudan	2	2 000	500
23	Togo	1 927	1 927 000	481 750
24	Tunisia	1 000	1 000 000	225 164
25	BAM	2 000	2 000 000	2 000 000
26	BCEAO (Central Bank of the States of West Africa)	500	500 000	500 000
	<b>TOTAL</b>	<b>84 363</b>	<b>84 363 000</b>	<b>22 457 976</b>

#### C.5. REVENUES FROM INVESTMENTS

Revenue consists primarily of interest earned on investments managed by Africa50 – PF on behalf of Africa50 – PD for 250 828 USD and from its own bank account for 26 260 USD.

#### C.6. ADMINISTRATIVE EXPENSES

The total common expenses sum up to 1 908 743 USD. These expenses were dispatched between the two structures; 90% for Africa50 - PF and 10% for Africa50 - PD. This distribution is in line with the allocations of subscriptions of capital between the two structures.

The amounts recharged to Africa50 - PD sum up to 192 194 USD.

In addition to the common expenses, each entity records its own accounting and auditing costs.

#### C.7. EXPENSES ON PROJECTS

Expenses on projects refer to amounts spent (consultant fees, missions, experts...) during the year for targeting and analysing projects whether for equity investments or financing.

Expenses incurred during 2016 are as follows:

	2016
Expenses related to current projects	33 607
Expenses related to past projects	-

#### C.8. EMPLOYEES

In 2016, the fund had no employee.

#### C.9. RISK MANAGEMENT

During the year 2016, the fund has mainly continued to invest in term accounts in commercial banks in Morocco or in Africa.

With its daily transactions, the company can face certain risks.

- **Currency risk**

Currency risk is the risk that the value of an instrument will fluctuate in USD owing to changes in foreign exchange rates. In order to limit this risk, most of the company accounts are in USD, with the exception of one account in euros and another one in MAD which are used for current expenses.

- **Interest rate risk**

Interest rate risk is the risk that the future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in market interest rates. The current investment portfolio is solely made of term accounts. Only future revenues could be impacted by the evolution of the rate.

- **Credit risk**

Credit risk is the risk that a counter party to a financial instrument will fail to discharge an obligation, and cause the fund incur a financial loss. The company has diversified its portfolio of its counterparty in order to limit this risk.

#### SENSITIVITY ANALYSIS

At December 31st 2016, all the transactions of Africa50 – PD were in USD.





KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66  
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60  
Internet: [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# AFRICA50 - PROJECT FINANCE

## Independent Auditors' Report on Africa50 - Project Finance

Year ended December 31, 2016

Allée des Abricotiers,  
Quartier Hippodrome  
2000 Casablanca,  
Morroco

KPMG S.A.,  
a French limited liability entity and a member firm  
of the KPMG Network of independent member firms  
affiliated with KPMG International Cooperative, a Swiss entity.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance. Inscrite  
au Tableau de l'Ordre à Paris  
sous le n° 14-30080101 et à la  
Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes de  
Versailles.

Headquarters:  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne FR  
77 775 726 417



KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66  
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60  
Internet: www.kpmg.fr

## Africa 50 - Project Financing

Registered office: Allée des Abricotiers,  
Quartier Hippodrome  
2000 Casablanca,  
Morocco

### Independent Auditors' Report on Africa 50 - Project Financing Year ended December 31, 2016

#### Opinion

We have audited the accompanying financial statements of Africa 50 – Project Financing (“the Entity”) which comprise the balance sheet as at December 31, 2016 and the income statement, the statement of comprehensive income, the statement of changes in equity and the statement of cash flows for the year then ended, and notes comprising a summary of significant accounting policies and other explanatory informations as set out in notes A to C12.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Entity as at December 31, 2016 and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

#### Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs). Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Entity in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements based on International Standards on Auditing, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

#### Other Information

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in the Africa 50 – Project Financing Annual Report, but does not include the financial statements and our auditors' report thereon.

KPMG S.A.,  
a French limited liability entity and a member firm  
of the KPMG Network of independent member firms  
affiliated with KPMG International Cooperative, a Swiss entity.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance. Inscrite  
au Tableau de l'Ordre à Paris  
sous le n° 14-30080101 et à la  
Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes de  
Versailles.

Headquarters:  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne FR  
77 775 726 417



Our opinion on the financial statements does not cover the other information and we do not and will not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

*Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements*

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with IFRS, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Entity's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Entity or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Entity's financial reporting process.

*Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements*

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditors' report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.



As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional scepticism throughout the audit.

We also:

– Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.

– Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control.

– Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

– Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Entity's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditors' report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditors' report. However, future events or conditions may cause the Entity to cease to continue as a going concern.

– Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide those charged with governance with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

- Year ended December 31, 2016



From the matters communicated with those charged with governance, we determine those matters that were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our auditors' report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter or when, in extremely rare circumstances, we determine that a matter should not be communicated in our report because the adverse consequences of doing so would reasonably be expected to outweigh the public interest benefits of such communication.

Paris La Défense, August 14<sup>th</sup>, 2017  
KPMG S.A.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valéry Foussé'. The signature is stylized and written in a cursive-like font.

Valéry Foussé  
Partner

# AFRICA 50 – PROJECT FINANCING

the Africa50-PF Auditor's Report

## FINANCIAL STATEMENTS

As at 31 December 2016 (USD)

87	Balance sheet
88	Income statement
90	Statement of cash flows
91	Statement of changes in capital
92	Notes to the financial statements

# BALANCE SHEET

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

ASSET	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Cash	C1	1 021 807	504 248
Cash equivalents	C2	219 328 387	181 608 539
Accrued interest on cash equivalents	C3	368 849	165 330
Various debtors	-	88 745	-
Other assets	C4	216 760	-
<b>TOTAL ASSETS</b>		<b>221 024 549</b>	<b>182 278 117</b>

LIABILITY	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Accounts payable	C5	941 381	2 035 766
Other payables	C6	19 424 197	15 459 872
<b>Equity</b>	-	<b>200 658 971</b>	<b>164 782 479</b>
<i>Paid-up capital</i>	C7	200 768 952	165 733 749
<i>Net profit for the year</i>	-	841 290	-951 271
Reserves and retained earnings	-	-951 271	-
<b>TOTAL LIABILITIES AND STOCKHOLDERS' EQUITY</b>	-	<b>221 024 549</b>	<b>182 278 117</b>

The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.

# INCOME STATEMENT

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

<b>OPERATIONAL REVENUES AND EXPENSES</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Investment activities	C8	2 597 833	878 829
<b>TOTAL REVENUS</b>		<b>2 597 833</b>	<b>878 829</b>
<b>EXPENSES</b>			
Administrative expenses	C9	1 716 548	1 830 099
Project expenses	C4, C10	39 995	-
<b>Total expenses</b>	<b>-</b>	<b>1 756 543</b>	<b>1 830 099</b>
<b>NET PROFIT FOR THE YEAR</b>	<b>-</b>	<b>841 290</b>	<b>-951 271</b>

*The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.*

# STATEMENT OF COMPREHENSIVE INCOME

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

	31/12/2016	31/12/2015
Net profit for the year	841 290	-951 271
Other items of the comprehensive income	-	-
Items that will not be classified to profit or loss	-	-
Total of other items of the comprehensive income	-	-
<b>TOTAL COMPREHENSIVE INCOME</b>	<b>841 290</b>	<b>-951 271</b>

*The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.*

# STATEMENT OF CASHFLOWS

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

CASH FLOWS FROM	31/12/2016	31/12/2015
<b>OPERATING ACTIVITES</b>		
Net profit for the year	841 290	-951 271
<i>Adjustments to reconcile the revenue to the net resources generated by the operational activities</i>		
<b>INVESTING ACTIVITES</b>		
Financial Investments	-37 719 848	-181 608 539
Change in other receivables and payables	2 577 676	17 330 308
Acquisition of fixed assets	-216 760	
<b>FINANCING ACTIVITIES</b>		
Cash from capital subscriptions	35 035 203	165 733 750
<i>Increase in cash and cash equivalents</i>	517 561	504 248
Cash and cash equivalents at the beginning of period	504 248	
<b>CASH AND CASH EQUIVALENTS AT THE END OF THE PERIOD</b>	<b>1 021 807</b>	<b>504 248</b>

*The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.*

# STATEMENT OF CHANGE EQUITY

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

	Capital subscription paid	Retained earnings	Net income (loss)	Total equity
As at December 31 <sup>st</sup> 2015	165 733 750	-	-951 271	164 782 479
Result	-	-951 271	951 271	-
Paid-up common stock	35 035 202	-	-	-
Net income (loss) 2016	-	-	841 290	-
AS AT DECEMBER 31 <sup>ST</sup> 2016	200 768 952	-951 271	841 290	200 658 971

*The accompanying notes to the financial statements form part of this statement.*

# AFRICA 50 – PROJECT FINANCING

## NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2016 (USD)

### Note A – Mission, operations and organization

Africa 50 – Project Financing (Africa50 - PF) is a financial company with a special legal status, authorized share capital amounted to 3 000 000 000 USD and a subscribed common stock of 727 388 000 USD.

Africa50 - PF is an African multilateral institution of development whose mission is to:

- i) Promote the development of infrastructures in Africa with the help of the funding obtained from different sources, including but not limited to subscriptions of capital, loans and donations from African or non-African origins,
- ii) In association with multilateral investors, private or public, provide assistance for the funding of construction, rehabilitation, the improvement or expansion of financially and economically viable infrastructure projects, by providing the debt and investing in shares with or without governmental or state reimbursement guarantees in the states in which the investment is realized,
- iii) Engage an activity as a financial backer, by itself or in partnership with the African Development Bank or any other financial institution, through the granting of loans or any other form of financial aid,
- iv) Engage an agreement or an arrangement with any government, municipality or local authority who will foster the realization by Africa50 - PF, of any activity related to its mission; obtain from these authorities or entities all rights, privileges or exemptions that Africa50 - PF may judge necessary to begin, conduct and comply with the conditions of such arrangements.
- v) Provide technical assistance and advisory services for the assessment, preparation and implementation of infrastructure projects located in Africa,
- vi) Borrow and raise funds, issue transferable securities, obligations, coupons, warranties and other instruments and give guarantees and warranties to third parties,
- vii) Hold investments of all kinds (including

without limitation, investments in transferable securities, shares and obligations),

viii) Obtain any administrative or legal act that will allow Africa50 – PF to effectively conduct its mission or carry out any modification to its statutes or for any other purpose that may seem convenient, as well as inhibiting any process or implementation capable of causing prejudice or harm to the interests of Africa50 – PF and,

ix) More broadly, realize any business directly or indirectly related to the operations mentioned above in order to facilitate, promote and develop the projects of Africa50 – PF.

The lifespan of Africa50 – Project Financing is 99 years.

### Note B – Summary of the essential financing principles

The financial statements of Africa50 – Project Financing are established in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS), promulgated by the International Accounting Standards Board (IASB). The financial statements were established based on the historical cost, except for some assets and financial liabilities that are recorded with their fair value, depending on the situation.

The fundamental accounting principles used by Africa50 – PF for the establishment of the financial statements are summarized below.

#### RECOGNITION OF REVENUE

The revenue from investments is stated based upon the effective interest rate and the duration of detention by Africa50 – PF of the income generator instrument. The effective interest rate is the one that actualizes the estimated cash flows throughout the expected lifespan of the financial asset at its net carrying amount.

The revenue from investments includes realized and unrealized gains and losses on financial instruments at fair value through P&L.

## FUNCTIONAL AND ACCOUNTS PRESENTATION CURRENCY

The US Dollar is the functional and reporting currency.

## EXPENSES AND BENEFITS RELATED TO THE PERSONNEL

### Staff expenses

Since the start of its activities, Africa50 – PF and Africa50 - PD have profited from direct support from a certain number of the African development bank's staff. This personnel has been made available cost free by the AfDB for Africa50 - PF and Africa50 - PD.

### Retirement benefits

Africa50 – PF does not yet have any employee's retirement benefit scheme. The administrative and operational tasks have been assumed by the personnel of the AfDB and consultants.

### Health care after activity closure

Africa50 - PF does not count any employees healthcare benefit scheme for the moment.

## FINANCIAL INSTRUMENTS

The financial assets and liabilities are recorded in the balance sheet of Africa50 – PF when the company assumes all contractual rights and obligations related to them.

## RECOGNITION AND DERECOGNITION OF FINANCIAL ASSETS

The purchases and sales of financial assets are recorded based on the transaction date, which means the date at which Africa50 – PF commits to buying or selling the asset. Loans, when granted, are recorded once the funds are transferred to borrowers. The financial assets non-evaluated at their fair value in exchange for a result are initially recorded at their fair value, plus transaction costs. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the financial assets have expired or where Africa50 – PF has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

## CRITICAL ACCOUNTING JUDGMENTS AND KEY SOURCES OF ESTIMATION UNCERTAINTY

In the preparation of financial statements in conformity with IFRS, Management makes certain estimates,

assumptions and judgments that affect the reported amounts of assets, liabilities, revenue and expenses as well as the disclosure of contingent liabilities. Actual results could differ from such estimates. Estimates and judgments are continually evaluated and are based on historical experience and other factors, including expectations of future events that are believed to be reasonable under the circumstances.

## EVENT AFTER THE BALANCE SHEET DATE

The financial statements are adjusted to reflect events that occurred between the balance sheet date and the date when the financial statements are authorized for issue, provided they give evidence of conditions that existed at the balance sheet date.

Events that are indicative to conditions that arose after the balance sheet date are disclosed under notes to the financial statements but do not result in an adjustment of the financial statements.

## Note C – Accounting notes

### C.1. CASH AT BANKS

The cash at December 31st 2016 breaks down as follows:

Cash	USD
ATTIJARIWAFABANK	667
BMCE MAD	241 846
BMCE EURO	2 424
BMCE USD	776 053
Caisse	817
<b>TOTAL</b>	<b>1 021 807</b>

### C.2. INVESTMENTS

The main resource of Africa50 - PF is the common stock paid by the member countries. This cash was invested in several banks, in term deposit with a maturity of 6 months and generated 2 592 185 USD of interests.

Treasury investments by end of December 2016 are broken down as follows:

BANK	USD
Attijariwafabank - Maroc	32 520 955
PTA Bank	51 325 233
Afreximbank Caire	50 999 919
BMCE 747 - Maroc	46 444 486
BMCE 780 - Maroc	38 037 794
<b>TOTAL INVESTED</b>	<b>219 328 387</b>
Current account AF50 - DP	- 19 424 197
<b>TOTAL CASH EQUIVALENT</b>	<b>199 904 190</b>

The cash of Africa50 - PD was managed commonly with its sister structure Africa50 - PF. Accordingly, the revenues have been dispatched between the two entities prorate of the outstanding amounts available for placement for each entity.

### C.3. ACCRUED INTEREST ON INVESTMENTS

The accrued interests as at December 31th 2016 amount to 368 850 USD and are broken down as follows:

BANK	USD
Attijariwafabank - Maroc	11 902
PTA Bank	90 745
Afreximbank Caire	225 391
BMCE 747 - Maroc	8369
BMCE 780 - Maroc	32 441
<b>TOTAL</b>	<b>368 849</b>

### C.4. OTHER ASSETS

	Gross Value	Amortisations / Depreciations	Net Value
IT Equipment	12 635	-854	11 781
Assets in Africa50 housing	122 577	-	122 577
Deposits and guarantees paid	82 401	-	82 401
Expenses incurred on projects	39 995	39 995	-
<i>Current projects</i>	39 995	39 995	-
<i>Abandoned projects</i>	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>368 849</b>	<b>39 141</b>	<b>216 760</b>

Assets are amortized according to the straight-line method based on the estimated useful lifetime. Amortizations' lifetimes are presented in the table below:

- IT equipment : 3 years

The fees incurred on projects correspond to all the amounts directly related to projects reviewed by the fund over the period both current and abandoned projects. All amounts are recorded as expenses when committed.

### C.5. LIABILITIES - ACCOUNTS PAYABLE

The liabilities - Amounts due amount to 941 381 USD and represent:

- Operating expenses incurred by AfDB and re-invoiced for 667 438 USD early 2017
- Accounts payable for 288 504 USD
- Debts towards shareholders including surpluses recorded on received transfers of subscribed capital for 14 561 USD.

### C.6. OTHER PAYABLE

- This is the current account with Africa50 - PD for an amount of 19 424 194 USD. This account includes Africa50 - PD's rebillings of 2016 costs for an amount of 192 194 USD and revenues paid on the current account for the period amounting to 250 828 USD.

### C.7. SHAREHOLDER EQUITY

The authorized capital according to Africa50 - PD status is 3 000 000 000 USD. The subscribed capital sums up to 727 388 000 USD while the called-up and paid up amounts to 200 768 951 USD.

No	SHAREHOLDERS (26)	Shares	Suscribed Capital	Paid-up Capital
1	African Development Bank	100 000	100 000 000	25 000 000
2	Benin	4 176	4 176 000	1 044 000
3	Burkina Faso	2 694	2 694 000	673 500
4	Cameroon	45 000	45 000 000	11 249 863
5	Congo Brazzaville	167 997	167 997 000	41 999 250
6	Ivory Coast	26 999	26 999 000	6 749 750
7	Djibouti	2 700	2 700 000	675 000
8	Egypt	90 000	90 000 000	22 500 000
9	Gabon	7 800	7 800 000	1 950 000
10	Gambia	900	900 000	225 000
11	Ghana	17 655	17 655 000	4 413 750
12	Kenya	52 296	52 296 000	13 074 348
13	Madagascar	9 003	9 003 000	4 521 011
14	Malawi	1 800	1 800 000	450 000
15	Mali	1 813	1 813 000	453 250
16	Kingdom of Morocco	90 000	90 000 000	22 500 000
17	Mauritania	9 101	9 101 000	2 275 250
18	Republic of Niger	1 799	1 799 000	449 750
19	Nigeria	36 000	36 000 000	9 000 000
20	Senegal	9 007	9 007 000	2 251 750
21	Sierra Leone	1 800	1 800 000	450 000
22	Sudan	2	2 000	500
23	Togo	17 346	17 346 000	4 336 500
24	Tunisia	9 000	9 000 000	2 026 479
25	BAM (Bank al maghrib)	18 000	18 000 000	18 000 000
26	BCEAO (Central Bank of the States of West Africa)	9 000	9 000 000	2 026 479
TOTAL		727 388	727 388 000	200 768 951

### C.8. REVENUES FROM INVESTMENTS

The revenues from investments amount to 2 848 661 USD of which is deducted the share payable to Africa - 50 PD in proportion to its current account for a total amount of 250 828 USD.

### C.9. ADMINISTRATIVE EXPENSES

The total common expenses amount 1 908 743 USD. These expenses were dispatched between the two structures; 90% for Africa50 - PF and 10% for Africa50 - PD. This distribution is in line with the allocations of subscriptions of capital between the two structures.

The amounts recharged to Africa50 - PD sum up to 192 194 USD.

In addition to the common expenses, each entity records its own accounting and auditing costs.

### C.10. EXPENSES ON PROJECTS

Expenses on projects refer to amounts spent (consultant fees, missions, experts...) during the year for targeting and analysing projects whether for equity investments or financing.

Expenses incurred during 2016 are as follows:

	2016
Expenses related to current projects	39 995
Expenses related to past projects	-

### C.11. EMPLOYEES

During the year 2016 and from August 2016, the company had only one employee who is the Chief Executive Officer.

### C.12. RISK MANAGEMENT

During the year 2016, the fund has mainly continued to invest in term accounts in commercial banks in Morocco or in Africa.

With its daily transactions, the company can face certain risks.

#### Currency risk

Currency risk is the risk that the value of an instrument will fluctuate in USD owing to changes in foreign exchange rates. In order to limit this risk, most of the company accounts are in USD, with the exception of one account in euros and another one in MAD which are used for current expenses.

#### Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the future cash flows of a financial instrument will fluctuate because of changes in market interest rates. The current investment portfolio is solely made of term accounts. Only future revenues could be impacted by the evolution of the rate.

#### Credit risk

Credit risk is the risk that a counter party to a financial instrument will fail to discharge an obligation, and cause the fund incur a financial loss. The company has diversified its portfolio of its counterparty in order to limit this risk.

### SENSITIVITY ANALYSIS

As of December 31, 2016 a raise/ decrease of the euro versus dollar of 10% could have had an impact of 663 USD. As of December 31, 2016 a raise/ decrease of the Moroccan Dirham versus dollar of 10% could have had an impact of 7 807 USD.

Exchange rates at December 31, 2016

The tab below represents the exchange rate used for the operations:

Exchange rate 31/12/16	
MAD	0,09914
EUR	1,05981
GBP	1,24979







KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66  
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60  
Internet: [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# AFRICA50 - DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

**Rapport du commissaire concernant Africa50 - Développement de Projets**

Exercice clos le 31 décembre 2016

Africa 50 - Développement de Projets  
Allée des Abricotiers, Quartier Hippodrome  
2000 Casablanca,  
Morocco

KPMG S.A.,  
a French limited liability entity and a member firm  
of the KPMG Network of independent member firms  
affiliated with KPMG International Cooperative, a Swiss entity.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance. Inscrite  
au Tableau de l'Ordre à Paris  
sous le n° 14-30080101 et à la  
Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes de  
Versailles.

Headquarters:  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.   
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne FR  
77 775 726 417



KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66  
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60  
Internet: [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## Africa 50 - Développement de Projets

**Siège social : Allée des Abricotiers,  
Quartier Hippodrome  
2000 Casablanca  
Royaume du Maroc**

### **Rapport du commissaire concernant Africa 50 - Développement de Projets Exercice clos le 31 décembre 2016**

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints d'Africa 50 – Développement de Projets (« l'Entité »), comprenant le bilan au 31 décembre 2016, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives A à C9 y afférentes.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Entité au 31 décembre 2016, ainsi que la performance financière et les flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IFRS.

#### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous avons satisfait aux autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe à la Direction. Les autres informations comprennent les éléments contenus dans le rapport annuel d'Africa 50 – Développement de Projets, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d'audit sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

- Exercice clos le 31 décembre 2016

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux effectués, nous relevions une anomalie significative, nous serions tenus de vous la signaler. Nous n'avons rien à vous signaler à cet effet.

#### *Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance sur les états financiers*

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Entité à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre l'Entité en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'Entité.

#### *Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

– nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-

- Exercice clos le 31 décembre 2016

détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Entité ;

– nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;

– nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire l'Entité à cesser son exploitation ;

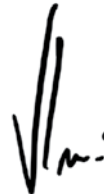
– nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-tendant d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constats importants, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevés lors de notre audit.

Nous fournissons également aux personnes constituant la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie applicables concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les mesures de protection associées.

Parmi les points communiqués aux personnes constituant la gouvernance, nous déterminons ceux qui ont le plus d'importance lors de l'audit des états financiers de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que les conséquences néfastes raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

Paris La Défense, le 14 août 2017  
KPMG S.A.



Valéry Foussé  
Associé

# AFRICA 50 – DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

Le rapport d'audit Africa50-DP

## ÉTATS FINANCIERS

Comptes au 31 Décembre 2016

105	Bilan
106	Compte de résultat
108	Tableau des flux de trésorerie
109	Etat des variations des capitaux propres
110	Notes sur les états financiers

# BILAN

COMPTES EN USD AU 31 DÉCEMBRE 2016

<b>ACTIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Disponibilités	C1	2 953 829	2 930 037
Intérêts courus sur placements de trésorerie	-	1 168	-
Autres créances	C2	19 424 197	15 459 872
Autres actifs	C3	0	-
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>22 379 193</b>	<b>18 389 909</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Montants à Payer	-	2 438	6 774
<b>Capitaux propres</b>	<b>C4</b>	<b>22 376 755</b>	<b>18 383 135</b>
<i>Capital, appelé versé</i>	-	22 457 976	18 509 537
<i>Résultat de l'exercice</i>	-	45 181	-126 402
Report à nouveau	-	-126 402	-
<b>TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>22 379 193</b>	<b>18 389 909</b>

Les notes annexées aux états financiers font partie du présent éta.

# COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTES EN USD AU 31 DÉCEMBRE 2016

<b>REVENUS ET DEPENSES DES OPERATIONS</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Produits financiers	C5	277 088	82 216
<b>TOTAL REVENUS</b>		<b>277 088</b>	<b>82 216</b>
<b>DEPENSES</b>			
Dépenses administratives	C6	198 300	208 618
Dépenses sur projets	C7	33 607	-
<b>Total dépenses</b>		<b>231 907</b>	<b>208 618</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>45 181</b>	<b>-126 402</b>

*Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état.*

# ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTES ARRÊTÉS EN USD AU 31/12/2016

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net de l'exercice	45 181	-126 402
Autres éléments du résultat global	-	-
Eléments qui ne seront pas reclassés au niveau du compte de résultat	-	-
Total des autres éléments du résultat global	-	-
<b>RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>45 181</b>	<b>-126 402</b>

*Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état.*

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

COMPTES EN USD AU 31 DÉCEMBRE 2016

RESSOURCES PROVENANT DES :	31/12/2016	31/12/2015
<b>ACTIVITES DES OPERATIONS :</b>		
Résultat net	45 181	-126 402
<i>Ajustements pour réconcilier le revenu aux ressources nettes générées par les opérations</i>		
<b>ACTIVITES DE PLACEMENT</b>		
Placements financiers	-1 168	-15 459 872
Variation des autres montants à recevoir et à payer	-3 968 661	6 776
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Ressources provenant des souscriptions	3 948 439	18 509 537
<i>Variation nette de trésorerie</i>	23 791	2 930 037
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</i>	2 930 037	-
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>2 953 829</b>	<b>2 930 037</b>

Les notes annexées aux états financiers font partie du présent éta.

# ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

COMPTES EN USD AU 31 DÉCEMBRE 2016

	Capital souscrit libéré	Report à nouveau	Résultat net	Total capitaux propres
Au 31 Décembre 2015	18 509 037	-	-126 402	18 382 635
Affectation du résultat	-	-126 402	126 402	-
Capital souscrit libéré	3 948 939	-	-	-
Résultat net	-	-	45 181	-
AU 31 DÉCEMBRE 2016	22 457 976	-126 402	45 181	22 376 755

*Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état*

# AFRICA50 – DEVELOPEMENT DE PROJETS

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS

COMPTES EN USD AU 31 DECEMBRE 2016

### Note A - Mission, operations et organisation

AFRICA50 - Développement des Projets (Africa50 - DP) est une compagnie financière à statut spécial au capital social autorisé de 500 000 000 USD et sous-crit à hauteur de 84 363 000 USD.

Africa50 - DP est une institution multilatérale Africaine de développement dont la mission est de :

- i) Identifier et développer les projets d'infrastructure pour soutenir le développement économique durable en Afrique tant au plan national que régional, en investissant des fonds dans la phase initiale du cycle de développement de projets et attirer ainsi et canaliser de nouvelles sources de capitaux pour le financement des infrastructures en Afrique ;
- ii) Identifier et recruter des experts de haut niveau (y compris ceux des secteurs de l'ingénierie, la finance, l'économie, le droit, l'environnement et le social) en vue de collaborer avec les gouvernements africains et investisseurs privés pour réduire le cycle des projets de développement et maximiser les chances de succès desdits projets,
- iii) Mobiliser l'appui politique indispensable pour amorcer les réformes nécessaires devant assurer la viabilité opérationnelle, financière et économique des investissements et réduire le risque des retards dans le développement et la mise en œuvre des projets,
- iv) Conclure des accords ou des arrangements avec tout gouvernement, municipalité ou tout autre entité locale ou tout autre entité qui pourrait œuvrer à la réalisation par AFRICA50 - DP de toute activité liée à sa mission ; obtenir de ces autorités ou entités tous droits, privilèges et exemptions que AFRICA50 - DP pourrait juger nécessaire pour entamer, conduire et se conformer aux conditions de tels arrangements.
- v) Fournir de l'assistance technique et des services de conseil pour les études, la préparation et la mise en œuvre des projets d'infrastructure situés en Afrique,

vi) Emprunter et lever des fonds, émettre des valeurs mobilières, des obligations, des bons, garanties et autres instruments et donner des cautions et garanties à des tiers,

vii) Détenir des investissements de tout genre et définition (y compris sans limitation, des investissements dans des valeurs mobilières, actions et obligations),

viii) Obtenir tout acte administratif ou législatif qui permettrait à AFRICA50 - DP de mener à bien sa mission ou effectuer toute modification de ses statuts ou pour tout autre but qui peut paraître opportun et empêcher tout processus or mise en œuvre qui peut directement ou indirectement porter préjudice aux intérêts de AFRICA50 - DP et,

ix) Plus généralement, réaliser toute affaire directement ou indirectement liée aux opérations susvisées dans le but de faciliter, promouvoir et développer les activités d'AFRICA50 - DP.

La durée de vie d'Africa50 - Développement des projets est de 99 ans.

### Note B - Resume des principes comptables essentiels

Les états financiers de Africa50 - Développement de Projets sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), promulguées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB). Les états financiers ont été établis au coût historique, sauf certains actifs et passifs financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur, selon le cas.

Les principes comptables fondamentaux employés par Africa50 - DP pour la préparation des états financiers sont résumés ci-dessous.

#### CONSTATATION DU REVENU

Le revenu d'intérêts est constaté sur la base du taux d'intérêt effectif et sur la durée de détention par Africa50 - DP de l'instrument générateur de ce revenu. Le taux d'intérêt effectif est le taux actualisant les flux de trésorerie estimés à travers la durée de vie escomptée de l'actif financier à sa valeur nette comptable.

Le revenu des placements comprend des plus ou moins-values réalisées et non réalisées sur les instruments financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat.

#### MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

Le Dollar américain est la monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes.

#### CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

##### Charges de personnel

Depuis le début de ses activités, Africa50 - DP et Africa50 - DP ont bénéficié d'un appui direct d'un certain nombre de personnels de la BAD. Ce personnel a été mis à disposition à titre gracieux par la BAD à Africa50 - DP et Africa50 - FP.

##### Pensions de retraite

Africa50 - DP n'a pour l'instant aucun schéma de pensions de retraite. Les tâches administratives et opérationnelles ont été assumées par le personnel de la BAD et des consultants.

##### Couverture médicale après cessation de service

Africa50 - DP n'a pour l'instant aucun schéma de couverture médicale.

#### COMPTABILISATION ET DÉ-COMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

Les achats et ventes des actifs financiers sont comptabilisés sur la base des dates de transaction, c'est à dire la date à laquelle Africa50 - DP s'engage à acheter ou à vendre l'actif. Les prêts, lorsqu'ils seront octroyés, seront comptabilisés lorsque les fonds sont versés aux emprunteurs. Les actifs financiers non évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, plus les coûts de transaction. Les actifs financiers sont dé-comptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie en provenance des actifs financiers ont expiré ou lorsque Africa50 - DP a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à ces actifs.

#### JUGEMENTS COMPTABLES CRUCIAUX ET PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE POUR LES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers, conformément aux IFRS, nécessite de la part de la Direction des estimations, hypothèses et jugements qui affectent la valeur des actifs, passifs, revenus et dépenses ainsi que des passifs éventuels. Il peut y avoir des écarts entre les

estimations effectuées et les valeurs réelles. Les estimations et jugements sont évalués continuellement et tiennent compte de l'expérience et d'autres facteurs, comme les événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances du moment.

#### ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DES COMPTES

Les états financiers sont ajustés pour refléter des événements survenus entre la date de clôture et la date à laquelle les états financiers sont autorisés pour publication, à condition qu'ils se rapportent à des situations qui existaient à la date du bilan. Les événements qui se rapportent à des conditions qui sont apparues après la date de clôture des comptes mais ne donnant pas lieu à un ajustement des états financiers, sont présentés au niveau des notes aux états financiers.

#### Note C - Explication des données comptables

##### C.1. DISPONIBILITÉS

L'essentiel de la disponibilité immédiate d'Africa50 - DP provient de la libération du capital appelé par les pays membres. Cette libération de capital a permis de faire des placements en trésorerie auprès de certaines banques et qui ont produit des intérêts encaissés de 277 088 USD.

A l'exception d'un compte à la BMCE dédié à Africa50 - DP, les disponibilités d'Africa50 - DP ont été gérées en commun avec sa structure sœur Africa50 - FP. Les revenus ont été répartis entre les deux entités au prorata des encours moyens disponibles au placement pour chaque structure.

Les disponibilités au 31 décembre 2016 se décomposent comme suit :

Bank	USD
BMCE PD	2 953 629
TOTAL	2 953 629

## C.2. AUTRES CRÉANCES

Les autres créances s'élèvent à 19 424 197 USD et correspondent au compte débiteur vis-à-vis d'Africa 50 – FP comprenant:

- Pour 19 616 391 USD la quote-part des placements revenant à Africa50 – DP et gérés par Africa 50 – FP. Les revenus ont été répartis entre les deux entités au prorata des encours moyens disponibles au placement pour chaque structure.
- Pour 192 194 USD les refacturations d'Africa50 – FP à Africa50 - DP au titre des charges et produits de la période

## C.3. AUTRES ACTIFS

	Valeur brute	Amortissements / Dépréciations	Valeur nette
Frais engagés sur projets de prise de participation ou d'investissement	33 607	33 607	-
-Projets en cours	33 607	33 607	-
-Projets abandonnés	0	0	-
TOTAL	33 607	33 607	-

Les frais engagés sur les projets de prise de participation ou d'investissement correspondent aux sommes directement affectées à des projets que le fonds a étudié sur la période que le projet soit toujours en cours ou abandonné. L'intégralité de ses sommes fait l'objet d'une comptabilisation en charges au cours de l'exercice durant lequel les frais sont engagés.

#### C.4. CAPITAUX PROPRES

Le capital social autorisé selon les statuts de Africa50 - DP est de 500 000 000 USD. Le capital souscrit est de 84 363 000 USD et le capital appelé et libéré s'élève à 22 457 976 USD.

No	ACTIONNAIRES (26)	Actions	Capital souscrit	Capital libéré
1	African Development Bank	14 657	14 657 000	2 928 537
2	Benin	464	464 000	116 000
3	Burkina Faso	299	299 000	74 750
4	Cameroun	5 000	5 000 000	1 249 985
5	Congo Brazzaville	18 666	18 666 000	4 666 500
6	Côte d'Ivoire	2 999	2 999 000	749 750
7	Djibouti	300	300 000	75 000
8	Égypte	10 000	10 000 000	2 500 000
9	Gabon	866	866 000	216 500
10	Gambie	100	100 000	25 000
11	Ghana	1 961	1 961 000	490 250
12	Kenya	5 809	5 809 000	1 452 705
13	Madagascar	1 000	1 000 000	502 335
14	Malawi	200	200 000	50 000
15	Mali	203	203 000	50 750
16	Royaume du Maroc	10 000	10 000 000	2 500 000
17	Mauritanie	1 011	1 011 000	252 750
18	La République du Niger	199	199 000	49 750
19	Nigeria	4 000	4 000 000	1 000 000
20	Sénégal	1 000	1 000 000	250 000
21	Sierra Leone	200	200 000	50 000
22	Soudan	2	2 000	500
23	Togo	1 927	1 927 000	481 750
24	Tunisie	1 000	1 000 000	225 164
25	BAM (BANK AL MAGHREB)	2 000	2 000 000	2 000 000
26	BCEAO (Central Bank of the States of West Africa)	500	500 000	500 000
	TOTAL	84 363	84 363 000	22 457 976

### C.5. LES REVENUS

Les revenus sont essentiellement constitués d'intérêts produits par les placements en trésorerie gérés par Africa50 – FP pour le compte d'Africa50 – DP à hauteur de 250 828 USD. Ils sont composés d'intérêts courus ou échus pour un montant de 277 088 USD.

### C.6. DÉPENSES ADMINISTRATIVES

Les dépenses administratives sont constituées des éléments de charges de fonctionnement avancées par Africa50 – FP ainsi que certaines charges relatives à l'activité d'Africa50 – DP.

Le montant refacturé à Africa50 – DP s'élève à 192 194 USD. Ce dernier représente en majorité 10% des charges communes entre les deux structures ainsi que les charges directement liées à Africa50 – DP.

### C.7. DÉPENSES SUR PROJETS

Les dépenses sur projets correspondent aux sommes engagées (consultants, missions, spécialistes...) au cours de l'exercice pour la recherche et l'étude de projet d'investissement qu'il s'agisse de prise de participation ou de financement direct.

Les dépenses sur projets au titre de l'exercice 2016 se ventilent de la manière suivante :

	2016
Dépenses sur projets en cours	33 607
Dépenses sur projets abandonnés	-

### C.8. EFFECTIFS

Sur l'exercice 2016, la société ne comptait aucun salarié sur 2016.

### C.9. GESTION DES RISQUES

Sur l'exercice 2016, la société a continué à placer ses liquidités principalement sur des comptes à terme auprès de banques commerciales au Maroc ou en Afrique, principalement au travers d'Africa50 - FP. Dans le cadre de ses opérations quotidiennes, la société peut être exposée à un certain nombre de risques.

#### • Risque de change

Le risque de change est le risque de fluctuation de la valeur d'un instrument en devises autre que l'USD dû à la variation du taux de change. Afin de limiter ce risque la société dispose de comptes principalement en USD.

#### • Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les valeurs futures des instruments financiers fluctuent avec les changements des taux d'intérêts du marché. Le portefeuille de placements actuel est exclusivement constitué de comptes à terme et seuls les revenus futurs pourraient être impactés par l'évolution des taux.

#### • Risque de contrepartie

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie d'un instrument financier ne soit pas en mesure de remplir ses obligations causant à la société des pertes financières. La société a diversifié le portefeuille de ses contreparties afin de limiter ce risque.

### ANALYSE DE SENSIBILITÉ AUX DEVICES

Au 31 décembre 2016, la totalité des encours d'Africa50 – DP est libellée en USD.







KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66  
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60  
Internet: [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

# AFRICA50 - FINANCEMENT DE PROJETS

**Rapport du commissaire concernant Africa50 - Financement de Projets**

Exercice clos le 31 décembre 2016

Africa 50 - Financement de Projets  
Allée des Abricotiers, Quartier Hippodrome  
2000 Casablanca,  
Morroco

KPMG S.A.,  
a French limited liability entity and a member firm  
of the KPMG Network of independent member firms  
affiliated with KPMG International Cooperative, a Swiss entity.

Société anonyme d'expertise  
comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et  
conseil de surveillance. Inscrite  
au Tableau de l'Ordre à Paris  
sous le n° 14-30080101 et à la  
Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes de  
Versailles.

Headquarters:  
KPMG S.A.  
Tour Eqho  
2 avenue Gambetta  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital : 5 497 100 €.  
Code APE 6920Z  
775 726 417 R.C.S. Nanterre  
TVA Union Européenne FR  
77 775 726 417



KPMG S.A.  
Siège social  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
France

Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66  
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60  
Internet: [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## Africa 50 - Financement de Projets

**Siège social : Allée des Abricotiers,  
Quartier Hippodrome  
2000 Casablanca  
Royaume du Maroc**

### **Rapport du commissaire concernant Africa 50 - Financement de Projets Exercice clos le 31 décembre 2016**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Africa 50 – Financement de Projets (« l'Entité »), comprenant le bilan au 31 décembre 2016, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives A à C12 y afférentes.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Entité au 31 décembre 2016, ainsi que la performance financière et les flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IFRS.

#### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous avons satisfait aux autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

- Exercice clos le 31 décembre 2016

### **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe à la Direction. Les autres informations comprennent les éléments contenus dans le rapport annuel d’Africa 50 – Financement de Projets, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d’audit sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s’étend pas aux autres informations et nous n’exprimons ni n’exprimerons aucune forme d’assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s’il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l’audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux effectués, nous relevions une anomalie significative, nous serions tenus de vous la signaler. Nous n’avons rien à vous signaler à cet effet.

#### *Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance sur les états financiers*

La Direction est responsable de l’établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement d’états financiers ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs.

Lors de l’établissement des états financiers, il incombe à la Direction d’évaluer la capacité de l’Entité à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d’exploitation et d’appliquer le principe comptable de continuité d’exploitation, sauf si la Direction a l’intention de mettre l’Entité en liquidation ou de cesser ses activités ou s’il n’existe aucune autre solution alternative réaliste qui s’offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d’élaboration de l’information financière de l’Entité.

#### *Responsabilités de l’auditeur relatives à l’audit des états financiers*

Nos objectifs sont d’obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, et d’émettre un rapport d’audit contenant notre opinion. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, qui ne garantit toutefois pas qu’un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu’il est raisonnable de s’attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

– nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

– nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Entité ;

– nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;

– nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire l'Entité à cesser son exploitation ;

– nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-tendant d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

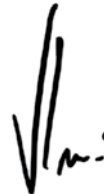
Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constats importants, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevés lors de notre audit.

- Exercice clos le 31 décembre 2016

Nous fournissons également aux personnes constituant la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie applicables concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les mesures de protection associées.

Parmi les points communiqués aux personnes constituant la gouvernance, nous déterminons ceux qui ont le plus d'importance lors de l'audit des états financiers de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que les conséquences néfastes raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

Paris La Défense, le 14 août 2017  
KPMG S.A.



Valéry Foussé  
Associé

# AFRICA 50 – FINANCEMENT DE PROJETS

Le rapport d'audit Africa50-FP

## ÉTATS FINANCIERS

Comptes au 31 Décembre 2016

123	Bilan
124	Compte de résultat
126	Tableau des flux de trésorerie
127	Etat des variations des capitaux propres
128	Notes sur les états financiers

# BILAN

COMPTES EN USD AU 31/12/2016

<b>ACTIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Disponibilités	C1	1 021 807	504 248
Placements en trésorerie	C2	219 328 387	181 608 539
Intérêts courus sur placements de trésorerie	C3	368 849	165 330
Divers débiteurs	-	88 745	-
Autres Actifs	C4	216 760	-
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>221 024 549</b>	<b>182 278 117</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Montants à Payer	C5	941 381	2 035 766
Autres dettes	C6	19 424 197	15 459 872
<b>Capitaux propres</b>	-	<b>200 658 971</b>	<b>164 782 479</b>
<i>Capital, appelé versé</i>	C7	200 768 952	165 733 749
<i>Résultat de l'exercice</i>	-	841 290	-951 271
Report à nouveau	-	-951 271	-
<b>TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>	-	<b>221 024 549</b>	<b>182 278 117</b>

Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état.

# COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTES EN USD AU 31/12/2016

<b>REVENUS ET DEPENSES DES OPERATIONS</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Produits financiers	C8	2 597 833	878 829
<b>TOTAL REVENUS</b>		<b>2 597 833</b>	<b>878 829</b>
<b>DEPENSES</b>			
Dépenses administratives	C9	1 716 548	1 830 099
Dépenses sur projets	C4, C10	39 995	-
<b>Total dépenses</b>		<b>1 756 543</b>	<b>1 830 099</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>841 290</b>	<b>-951 271</b>

*Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état.*

# ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTES EN USD AU 31/12/2016

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net de l'exercice	841 290	-951 271
Autres éléments du résultat global	-	-
Eléments qui ne seront pas reclassés au niveau du compte de résultat	-	-
Total des autres éléments du résultat global	-	-
<b>RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>841 290</b>	<b>-951 271</b>

*Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état.*

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

COMPTES EN USD AU 31 DÉCEMBRE 2016

RESSOURCES PROVENANT DES :	31/12/2016	31/12/2015
<b>ACTIVITES DES OPERATIONS :</b>		
Résultat net	841 290	-951 271
<i>Ajustements pour réconcilier le revenu aux ressources nettes générées par les opérations</i>		
<b>ACTIVITES DE PLACEMENT</b>		
Placements financiers	-37 719 848	-181 608 539
Variation des autres montants à recevoir et à payer	2 577 676	17 330 308
Acquisition d'immobilisations	-216 760	-
<b>ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		
Ressources provenant des souscriptions	35 035 203	165 733 750
<i>Variation nette de trésorerie</i>	517 561	504 248
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</i>	504 248	-
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>1 021 807</b>	<b>504 248</b>

Les notes annexées aux états financiers font partie du présent éta.

# ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

COMPTES EN USD AU 31 DÉCEMBRE 2016

	Capital souscrit libéré	Report à nouveau	Résultat net	Total capitaux propres
Au 31 Décembre 2015	165 733 750	-	-951 271	164 782 479
Affectation du résultat	-	-951 271	951 271	-
Capital souscrit libéré	35 035 202	-	-	-
Résultat net	-	-	841 290	-
AU 31 DÉCEMBRE 2016	200 768 952	-951 271	841 290	200 658 971

*Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état*

# AFRICA 50 – FINANCEMENT DE PROJETS

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS

COMPTES EN USD AU 31 DECEMBRE 2016

### Note A – Mission, opérations et organisation

Africa50 - Financement des Projets (Africa50 - FP) est une compagnie financière à statut spécial au capital social autorisé de 3 000 000 000 USD et souscrit à hauteur de 727 388 000 USD.

Africa50 - FP est une institution multilatérale Africaine de développement dont la mission est de :

- i) Promouvoir le développement des infrastructures en Afrique à l'aide des financements obtenus de sources diverses, y compris mais non limité aux souscriptions de capital, emprunts et dons d'origine Africaine et non-Africaine,
- ii) En association avec les investisseurs multilatéraux, publics ou privés, assister dans le financement de la construction, la réhabilitation, l'amélioration ou l'expansion de projets d'infrastructure financièrement et économiquement viables, en apportant un soutien financier par de la dette ou des investissements en capital avec ou sans garanties de remboursement souveraine de l'Etat dans lequel l'investissement est réalisé,
- iii) Engager une activité en qualité de bailleur de fonds, seule ou en collaboration avec la Banque Africaine de développement ou toute autre institution financière, à travers l'octroi de crédits ou toute autre forme d'assistance financière,
- iv) Pourvoir des ressources pour financer le coût de développement des projets d'infrastructure en Afrique jusqu'à un niveau de maturité susceptible d'attirer les investisseurs multilatéraux publics ou privés,
- v) Engager un accord ou un arrangement avec tout gouvernement, municipalité ou autorité locale qui favoriserait la réalisation par AFRICA50 - FP, toute activité liée à sa mission ; obtenir de ces autorités ou entités tous droits, privilèges et exemptions que AFRICA50 - FP pourrait juger nécessaire pour entamer, conduire et se conformer aux conditions de tels arrangements.
- vi) Fournir de l'assistance technique et des services de conseil pour les études, la préparation et la mise en œuvre de projets d'infrastructure situés en Afrique,

vii) Emprunter et lever des fonds, émettre des valeurs mobilières, des obligations, des bons, garanties et autres instruments et donner des cautions et garanties à des tiers,

viii) Détenir des investissements de tous genres (y compris sans limitation, des investissements dans des valeurs mobilières, actions et obligations),

ix) Obtenir tout acte administratif ou législatif qui permettrait à AFRICA50 - FP de mener à bien sa mission ou effectuer toute modification de ses statuts ou pour tout autre but qui peut paraître opportun et empêcher tout processus ou mesure susceptible de préjudice aux intérêts de AFRICA50 - FP et,

x) Plus généralement, prendre toutes mesures liées directement ou indirectement aux opérations susvisées dans le but de faciliter, promouvoir et développer les activités d'AFRICA50 - FP.

La durée de vie d'Africa50 - Financement des Projets est de 99 ans.

### Note B – Resume des principes comptables essentiels

Les états financiers de Africa50 - Financement des Projets sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), promulguées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB). Les états financiers ont été établis au coût historique, sauf certains actifs et passifs financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur, selon le cas.

Les principes comptables fondamentaux employés par Africa50 - FP pour la préparation des états financiers sont résumés ci-dessous.

#### CONSTATATION DU REVENU

Le revenu d'intérêts est constaté sur la base du taux d'intérêt effectif et sur la durée de détention par Africa50 - FP de l'instrument générateur de ce revenu. Le taux d'intérêt effectif est le taux actualisant les flux de trésorerie estimés à travers la durée de vie escomptée de l'actif financier à sa valeur nette comptable.

Le revenu des placements comprend des plus ou moins-values réalisées et non réalisées sur les instruments financiers évalués à la juste valeur par le compte de résultat.

#### MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES

Le Dollar américain est la monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes.

#### CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

##### Charges de personnel

Depuis le début de ses activités, Africa50 - FP et Africa50 - DP ont bénéficié d'un appui direct d'un certain nombre de personnels de la BAD. Ce personnel a été mis à disposition à titre gracieux par la BAD à Africa50-DP et Africa50 - FP.

##### Pensions de retraite

Africa50 - FP n'a pour l'instant aucun schéma de pensions de retraite. Les tâches administratives et opérationnelles ont été assumées par le personnel de la BAD et des consultants.

##### Couverture médicale après cessation de service

Africa50 - FP n'a pour l'instant aucun schéma de couverture médicale.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan de Africa50 - FP lorsqu'elle assume les droits et obligations contractuels y afférents.

#### COMPTABILISATION ET DÉ-COMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

Les achats et ventes des actifs financiers sont comptabilisés sur la base des dates de transaction, c'est à dire la date à laquelle Africa50 - FP s'engage à acheter ou à vendre l'actif. Les prêts, lorsqu'ils seront octroyés, seront comptabilisés lorsque les fonds sont versés aux emprunteurs. Les actifs financiers non évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, plus les coûts de transaction. Les actifs financiers sont dé-comptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie en provenance des actifs financiers ont expiré ou lorsque Africa50 - FP a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à ces actifs.

#### JUGEMENTS COMPTABLES CRUCIAUX ET PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE POUR LES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers, conformément aux IFRS, nécessite de la part de la Direction des estimations, hypothèses et jugements qui affectent la valeur des actifs, passifs, revenus et dépenses ainsi que des passifs éventuels. Il peut y avoir des écarts entre les estimations effectuées et les valeurs réelles. Les estimations et jugements sont évalués continuellement et tiennent compte de l'expérience et d'autres facteurs, comme les événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances du moment.

#### ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DES COMPTES

Les états financiers sont ajustés pour refléter des événements survenus entre la date de clôture et la date à laquelle les états financiers sont autorisés pour publication, à condition qu'ils se rapportent à des situations qui existaient à la date du bilan. Les événements qui se rapportent à des conditions qui sont apparues après la date de clôture des comptes mais ne donnant pas lieu à un ajustement des états financiers, sont présentés au niveau des notes aux états financiers.

### Note C – Explication des données comptables

#### C.1. DISPONIBILITÉS

Les disponibilités au 31 Décembre 2016 se décomposent comme suit :

Disponibilités	USD
ATTIJARIWAFABANK	667
BMCE MAD	241 846
BMCE EURO	2 424
BMCE USD	776 053
Caisse	817
<b>TOTAL</b>	<b>1 021 807</b>

#### C.2. PLACEMENTS EN TRÉSORERIE

L'essentiel des équivalents de trésorerie d'Africa50 - FP provient de la libération du capital appelé par les pays membres. Cette libération de capital a permis de faire des dépôts à terme à échéance moins de 6 mois et qui ont produit des intérêts encaissés de 2 592 185 USD. Les placements de trésorerie au 31 Décembre 2016 se décomposent comme suit:

BANK	USD
Attijariwafabank - Maroc	32 520 955
PTA Bank	51 325 233
Afreximbank Caire	50 999 919
BMCE 747 - Maroc	46 444 486
BMCE 780 - Maroc	38 037 794
<b>TOTAL INVESTI</b>	<b>219 328 387</b>
Compte courant AF50 – DP	- 19 424 197
<b>TOTAL DISPONIBILITES A COURT TERME</b>	<b>199 904 190</b>

Les disponibilités d'Africa50 - FP ont été gérées en commun avec sa structure sœur Africa50 - DP. Les revenus ont été répartis entre les deux entités au prorata des encours moyens disponibles au placement pour chaque structure.

### C.3. INTÉRÊTS COURUS SUR PLACEMENTS EN TRÉSORERIE

Les intérêts courus au 31 Décembre 2016 sur placements en trésorerie s'élèvent à 368 850 USD et se présentent comme suit:

BANK	USD
Attijariwafabank - Maroc	11 902
PTA Bank	90 745
Afreximbank Caire	225 391
BMCE 747 - Maroc	8369
BMCE 780 - Maroc	32 441
<b>TOTAL</b>	<b>368 849</b>

### C.4. AUTRES ACTIFS

	Valeur brute	Amortissements / Dépréciations	Valeur nette
Matériel informatique	12 635	-854	11 781
Immobilisations en cours sur appartement Africa50	122 577	-	122 577
Dépôts et cautionnements versés	82 401	-	82 401
Frais engagés sur projets de prise de participation ou d'investissement	39 995	39 995	-
- Projets en cours	39 995	39 995	-
- Projets abandonnés	0	0	-
<b>TOTAL</b>	<b>368 849</b>	<b>39 141</b>	<b>216 760</b>

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimée. Les durés d'amortissements sont présentées dans le tableau ci-après.

- Matériel informatique : 3 ans

Les frais engagés sur les projets de prise de participation ou d'investissement correspondent aux sommes directement affectées à des projets que le fonds a étudié sur la période que le projet soit toujours en cours ou abandonné. L'intégralité de ces sommes fait l'objet d'une comptabilisation en charges au cours de l'exercice durant lequel les frais sont engagés.

### C.5. PASSIFS - MONTANT À PAYER

Les passifs-Montants à payer s'élèvent à 941 381 USD et représentent:

- les charges de fonctionnement supportées par la BAD et refacturées à Africa50 début 2017 pour 667 438 USD
- les dettes fournisseurs, factures non parvenues pour 288 504 USD
- des dettes envers les souscripteurs constituées d'excédents relevés sur les versements reçus lors de la libération du capital appelé pour 14 561 USD;

### C.6. AUTRES DETTES

- Il s'agit du compte courant créditeur vis-à-vis d'Africa50 – DP pour 19 424 196 USD. Ce compte a notamment enregistré les refacturations à Africa50 - DP des charges de l'exercice 2016 pour 192 194 USD ainsi que les produits d'intérêts sur le compte courant pour 250 828 USD.

### C.7. CAPITAUX PROPRES

Le capital social autorisé selon les statuts d'Africa50-FP est de 3 000 000 000 USD. Le capital souscrit est de 727 388 000 USD et le capital appelé et libéré s'élève à 200 768 951 USD.

No	ACTIONNAIRES (26)	Actions	Capital souscrit	Capital libéré
1	African Development Bank	100 000	100 000 000	25 000 000
2	Benin	4 176	4 176 000	1 044 000
3	Burkina Faso	2 694	2 694 000	673 500
4	Cameroun	45 000	45 000 000	11 249 863
5	Congo Brazzaville	167 997	167 997 000	41 999 250
6	Côte d'Ivoire	26 999	26 999 000	6 749 750
7	Djibouti	2 700	2 700 000	675 000
8	Égypte	90 000	90 000 000	22 500 000
9	Gabon	7 800	7 800 000	1 950 000
10	Gambie	900	900 000	225 000
11	Ghana	17 655	17 655 000	4 413 750
12	Kenya	52 296	52 296 000	13 074 348
13	Madagascar	9 003	9 003 000	4 521 011
14	Malawi	1 800	1 800 000	450 000
15	Mali	1 813	1 813 000	453 250
16	Royaume du Maroc	90 000	90 000 000	22 500 000
17	Mauritanie	9 101	9 101 000	2 275 250
18	La République du Niger	1 799	1 799 000	449 750
19	Nigeria	36 000	36 000 000	9 000 000
20	Sénégal	9 007	9 007 000	2 251 750
21	Sierra Leone	1 800	1 800 000	450 000
22	Soudan	2	2 000	500
23	Togo	17 346	17 346 000	4 336 500
24	Tunisie	9 000	9 000 000	2 026 479
25	BAM (BANK AL MAGHREB)	18 000	18 000 000	18 000 000
26	BCEAO (Central Bank of the States of West Africa)	9 000	9 000 000	2 026 479
	<b>TOTAL</b>	<b>727 388</b>	<b>727 388 000</b>	<b>200 768 951</b>

### C.8. PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont liés aux revenus des placements pour un total de 2 848 661 USD desquels sont déduits la quote-part revenant à Africa50 – DP au prorata de ses disponibilités pour 250 828 USD.

### C.9. DÉPENSES ADMINISTRATIVES

Le total des dépenses communes s'élève à 1 908 743 USD. Ces dépenses ont été réparties entre les deux structures à hauteur de 90% à charge de Africa50 – FP et 10% à charge de Africa50 – DP. Cette répartition est conforme à l'allocation des souscriptions de capital entre les deux structures.

Les montants ainsi refacturés à Africa50 – DP s'élèvent ainsi à 192 194 USD.

En plus des dépenses communes, chacune des deux entités supporte certaines charges directes liées à des services d'établissement des états financiers.

### C.10. DÉPENSES SUR PROJETS

Les dépenses sur projets correspondent aux sommes engagées (consultants, missions, spécialistes...) au cours de l'exercice pour la recherche et l'étude de projet d'investissement qu'il s'agisse de prise de participation ou de financement direct.

Les dépenses sur projets au titre de l'exercice 2016 se ventilent de la manière suivante:

	2016
Dépenses sur projets en cours	39 995
Dépenses sur projets abandonnés	0

### C.11. EFFECTIFS

Sur l'exercice 2016, la société comptait un seul salarié, le Directeur Général, à compter d'août 2016.

### C.12. GESTION DES RISQUES

Sur l'exercice 2016, la société a continué à placer ses liquidités principalement sur des comptes à terme après de banques commerciales au Maroc ou en Afrique.

Dans le cadre de ses opérations quotidiennes, la société peut être exposée à un certain nombre de risques.

#### Risque de change

Le risque de change est le risque de fluctuation de la valeur d'un instrument en devises autre que l'USD dû à la variation du taux de change. Afin de limiter ce risque la société dispose de comptes principalement en USD, à l'exception d'un compte en euros et d'un compte en MAD, uniquement utilisés pour les dépenses courantes du fonds.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les valeurs futures des instruments financiers fluctuent avec les changements des taux d'intérêts du marché. Le portefeuille de placements actuel est exclusivement constitué de comptes à terme et seuls les revenus futurs pourraient être impactés par l'évolution des taux.

#### Risque de contrepartie

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie d'un instrument financier ne soit pas en mesure de remplir ses obligations causant à la société des pertes financières. La société a diversifié le portefeuille de ses contreparties afin de limiter ce risque.

### ANALYSE DE SENSIBILITÉ AUX DEVICES

Au 31 décembre 2016, une hausse/baisse de l'euro vis-à-vis du dollar de 10% aurait eu un impact de 663 USD. Une hausse/baisse du Dirham Marocain vis-à-vis du dollar de 10% aurait eu un impact de 7 807 USD.

### TAUX DE CHANGE À LA CLÔTURE

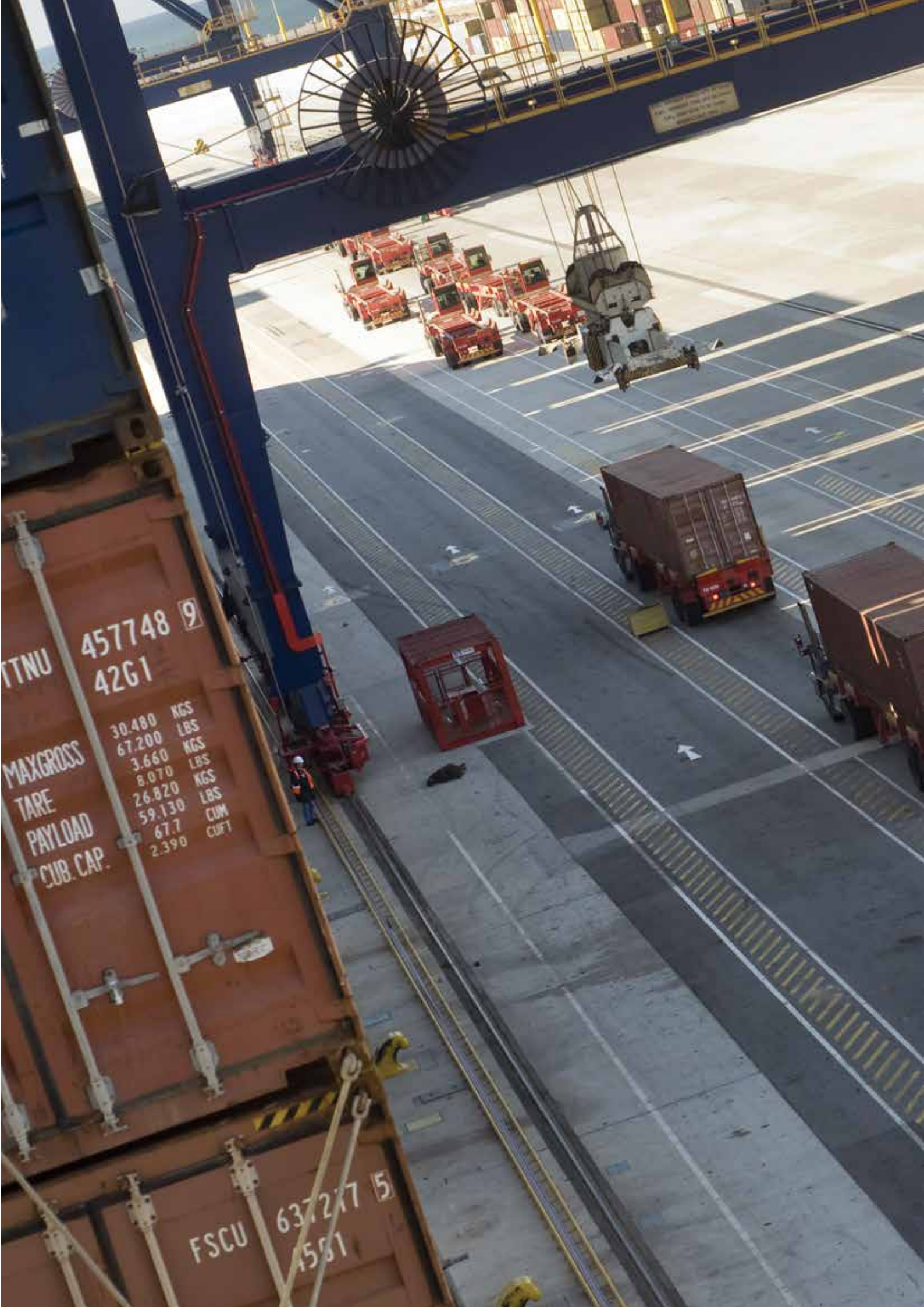
Le tableau ci-après présente les taux de change appliqués aux opérations:

Taux de change au 31/12/16	
MAD	0,09914
EUR	1,05981
GBP	1,24979

TTNU 457748 9  
42G1

30.480	KGS
67.200	LBS
3.660	KGS
8.070	LBS
26.820	KGS
59.130	LBS
67.7	CUM
2.390	CUFT

FSCU 63727 5  
4551



This report has been prepared for informational purposes only and does not constitute an offer to sell or a solicitation of an offer of any kind to purchase an interest in any investment vehicle or to provide investment advice or any other services. The facts and opinions set forth in this report have not been independently verified and no representation or warranty, express or implied, is made as to the accuracy, completeness, correctness or fairness of the information, opinions or other information contained herein. Statements contained in this report are based on current expectations, estimates, projections, opinions and beliefs. Such statements involve known and unknown risks, uncertainties and other factors, and undue reliance should not be placed thereon. Certain information contained in this report may constitute *forward-looking statements*. Due to various risks and uncertainties, actual events or results may differ materially from those reflected or contemplated in such *forward looking statements*.

Le présent rapport a été préparé uniquement à des fins d'information et ne constitue pas une offre de vente, ni une sollicitation d'une offre quelconque de prise de participation dans un véhicule d'investissement, ou de conseil d'investissement ou d'autres services. Les faits et opinions présentés dans le présent rapport n'ont pas été indépendamment vérifiés et aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, n'est émise concernant la précision, la complétude, l'exactitude ou l'impartialité des informations, opinions ou autres informations contenues aux présentes. Les déclarations contenues dans le présent rapport sont basées sur des attentes, évaluations, projections, opinions et croyances. Les déclarations en question impliquent des risques, incertitudes et autres facteurs connus et inconnus, et ne doivent pas faire l'objet d'une confiance injustifiée. Certaines informations contenues dans le présent rapport peuvent constituer des *déclarations prospectives*. En raison de divers risques et incertitudes, les événements ou résultats peuvent différer dans la réalité de ceux reflétés ou envisagés dans les *déclarations prospectives* en question.

# AFRICA<sup>50</sup>

Allée des Abricotiers,  
Quartier Hippodrome  
Casablanca  
2000  
Morocco

[info@africa50.com](mailto:info@africa50.com)



AFRICA 50